

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/204186]

15 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre III, relatives aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, articles 266, 273, 274, 283 et 285;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 janvier 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 janvier 2014;

Vu la proposition du Comité de gestion de l'AWIPH du 25 avril 2013;

Vu l'avis 55.578/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 mars 2014, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de la Commission wallonne des Personnes handicapées, donné le 3 février 2014;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition introductive*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

CHAPITRE II. — *Disposition modificative*

**Art. 2.** Dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, le Chapitre III, comportant les articles 905 à 990, est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE III. — Centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés

*Section 1<sup>re</sup>. — Définitions*

Art. 905. Pour l'application du présent chapitre, il convient d'entendre par :

1<sup>o</sup> le centre de formation et d'insertion socioprofessionnelle adapté : le centre de formation et de réadaptation professionnelle spécialisée visé à l'article 283, 4<sup>o</sup> du Code décretaal, agréé par l'AWIPH et ci-après dénommé « le centre »;

2<sup>o</sup> le public cible : les bénéficiaires visés à l'article 275 du Code décretaal, qui ne sont pas en mesure d'accéder à l'offre de service proposée par les opérateurs de formation s'adressant à l'ensemble de la population parce que celle-ci n'est pas ou est moins adaptée;

3<sup>o</sup> le stagiaire : le bénéficiaire faisant partie du public cible et ayant conclu un contrat avec le centre;

4<sup>o</sup> le processus d'insertion socioprofessionnelle : l'accompagnement du stagiaire visant la mise à l'emploi ou le maintien en emploi;

5<sup>o</sup> la mise à l'emploi : toute activité exercée sous le couvert d'un contrat de travail, d'un statut public ou d'un statut d'indépendant, dans une période de deux ans à compter de la sortie effective du centre;

6<sup>o</sup> le contrat : le contrat de formation et d'insertion socioprofessionnelle formalisant les droits et obligations du centre et du stagiaire dans le cadre du processus d'insertion socioprofessionnelle;

7<sup>o</sup> la formation en alternance : toute action combinant une formation théorique et une formation pratique, et pouvant associer un ou plusieurs opérateurs de formation et une ou plusieurs entreprises du secteur privé ou public, ordinaire ou de travail adapté, dans la mise en œuvre du processus d'intégration socioprofessionnelle, dans un objectif d'acculturation au monde du travail, de la mise en œuvre d'un programme de formation qualifiante ou d'une période de préparation à la mise à l'insertion professionnelle;

8<sup>o</sup> le contrat d'adaptation professionnelle : le contrat visé à la section 3 du chapitre V du titre IX du Livre V de la Deuxième partie du présent Code;

9<sup>o</sup> le personnel psycho-social et d'insertion : les agents en intégration professionnelle, les assistants sociaux, les agents de guidance et d'orientation;

10<sup>o</sup> le personnel pédagogique : les formateurs et, le cas échéant, le coordinateur pédagogique;

11<sup>o</sup> le conseil pédagogique : l'instance composée de la direction, du personnel psycho-social et d'insertion et du personnel pédagogique;

12<sup>o</sup> la finalité : la grappe de métiers, de fonctions liés par un même type de production ou de services.

*Section 2. — Missions*

Art. 906. Les centres inscrivent leurs actions dans le respect des principes suivants :

1<sup>o</sup> les engagements fixés dans le dispositif de coopération institué par le décret du 12 janvier 2012 relatif à l'accompagnement individualisé des demandeurs d'emploi et au dispositif de coopération pour l'insertion, notamment les articles 10 et 14;

2<sup>o</sup> la promotion de l'égalité des chances des stagiaires dans l'accès à la formation et à l'emploi;

3<sup>o</sup> le développement des pratiques favorisant l'émancipation sociale, individuelle et collective des stagiaires.

Art. 907. § 1<sup>er</sup>. Les centres ont pour mission d'organiser un processus d'insertion socioprofessionnelle individualisé et adapté aux potentialités du stagiaire.

§ 2. Le processus d'insertion socioprofessionnelle peut se décomposer en quatre phases :

1<sup>o</sup> une phase de détermination de projet d'insertion socioprofessionnelle, permettant de mettre en œuvre les actions suivantes, selon le cas :

- a) réaliser un bilan personnel et professionnel du stagiaire;
- b) confronter le stagiaire aux réalités du monde du travail;
- c) permettre au stagiaire de découvrir un ou plusieurs métiers;
- d) soutenir le stagiaire dans son orientation vers le ou les prestataires jugés adéquats par le centre, en fonction de ses compétences, aptitudes et besoins;
- e) permettre au stagiaire d'acquérir les compétences de base en matière de savoir, savoir faire et savoir-être;
- f) promouvoir et assurer le cas échéant la préparation du stagiaire aux dispositifs généraux de formation;

2<sup>o</sup> une phase de validation de projet d'insertion socioprofessionnelle, permettant de mettre en œuvre les actions suivantes, selon le cas :

- a) confronter le stagiaire aux réalités du métier ou de la fonction pressentie;
- b) réaliser un test d'aptitudes du stagiaire;
- c) valider ou invalider le projet de formation pressentie;
- d) soutenir le stagiaire dans son orientation vers le ou les prestataires jugés adéquats par le centre, en fonction de ses compétences, aptitudes et besoins;

3<sup>o</sup> une phase de formation qualifiante, permettant de mettre en œuvre les actions suivantes :

- a) permettre au stagiaire d'acquérir ou de développer ses compétences en vue de l'exercice de tout ou partie d'un métier ou d'une fonction dans une ou plusieurs finalités;
- b) permettre au stagiaire, le cas échéant, d'actualiser ses compétences en fonction de ses besoins évolutifs et des besoins des entreprises;
- c) assurer, le cas échéant, le suivi du stagiaire dans le cadre d'un contrat d'adaptation professionnelle que celui-ci a conclu;

d) promouvoir et assurer le cas échéant la préparation à la validation des compétences, visée par l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française et approuvé par décret du 13 novembre 2003;

4<sup>o</sup> une phase de suivi post-formatif, visant la recherche active d'emploi, l'obtention ou le maintien en emploi.

§ 3. Les phases de détermination et de validation de projet d'insertion socioprofessionnelle ne peuvent pas dépasser cinquante pour cent du volume horaire global consommé par le centre, calculés sur une moyenne de six ans.

### Section 3. — Agrément

#### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Conditions

Art. 908. Outre les conditions prévues à l'article 467 du présent Code, les centres remplissent les missions suivantes :

1<sup>o</sup> exercer les missions définies à la section 2 en faveur des stagiaires, à concurrence d'au moins nonante pour cent des heures valorisées;

2<sup>o</sup> garantir aux stagiaires les avantages pécuniaires octroyés en vertu des articles 978, 982 et 983;

3<sup>o</sup> disposer de l'équipement adapté et des locaux accessibles aux stagiaires;

4<sup>o</sup> être constitués sous forme d'association sans but lucratif, conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations;

5<sup>o</sup> ne pas comporter, parmi les membres de l'association, des membres du personnel ou des personnes apparentées à ceux-ci jusqu'au troisième degré inclusivement, pour plus d'un tiers des membres;

6<sup>o</sup> ne pas comporter dans le conseil d'administration de l'association des personnes appartenant à la même famille, conjoints, cohabitants légaux et parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, en nombre supérieur, pour chaque famille, au tiers du nombre total des membres composant le conseil d'administration, ni des personnes faisant partie du personnel du centre;

7<sup>o</sup> comporter dans leur conseil d'administration au minimum un représentant du monde économique;

8<sup>o</sup> tenir une comptabilité conforme à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution;

9<sup>o</sup> mentionner l'agrément du centre par l'AWIPH sur tout support de communication;

10<sup>o</sup> communiquer leur offre de formation et d'insertion socioprofessionnelle au FOREM.

Conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, les centres peuvent exercer les actions fixées par le projet pédagogique visé à l'article 914, à concurrence de dix pour cent au maximum des heures valorisées, en faveur de personnes ne bénéficiant pas d'une décision favorable de l'AWIPH.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, la direction du centre a la possibilité d'assister, avec voix consultative, à toutes les réunions du conseil d'administration relatives à l'organisation du centre, sauf sur des points à l'ordre du jour où il existe un conflit d'intérêt.

Art. 909. Les centres fournissent à l'AWIPH une copie des documents suivants :

1<sup>o</sup> le projet pédagogique visé à l'article 914;

2<sup>o</sup> un rapport annuel d'activités, lequel est communiqué à l'ensemble du personnel, selon un canevas établi par l'AWIPH, et ce au plus tard pour le 1<sup>er</sup> mars de l'année suivant chaque exercice de fonctionnement;

3<sup>o</sup> le cadastre de l'emploi du centre, selon un canevas établi par l'AWIPH, au plus tard pour le 31 mars de l'année suivant chaque exercice de fonctionnement;

4<sup>o</sup> les comptes annuels, tels que définis par l'AWIPH, approuvés par l'assemblée générale et accompagnés du rapport d'un réviseur d'entreprises, au plus tard pour le 31 mars de l'année suivant l'exercice comptable, qui correspond à l'année civile;

5° le règlement d'ordre intérieur visé à l'article 467, 13° et contenant au moins les clauses suivantes :

- a) le régime horaire hebdomadaire;
- b) les dispositions relatives à l'alternance;
- c) la liste des jours de congé légaux et les modalités de fixation des autres jours de congé octroyés;
- d) les modalités d'attribution des avantages pécuniaires octroyés aux stagiaires en vertu des articles 978, 982 et 983;
- e) les obligations en matière de sécurité et d'hygiène;
- f) les dispositions relatives à la politique de prévention en matière d'alcool et de drogues;
- g) les dispositions en matière de protection contre la violence et le harcèlement moral ou sexuel;
- h) l'obligation pour les stagiaires de se soumettre aux examens du conseiller en prévention chargé de la surveillance médicale, dont le centre de formation professionnelle s'est assuré les services ainsi que les vaccinations obligatoires en vertu des dispositions réglementaires;
- i) l'obligation d'avertir sans délai le centre de toute circonstance suspendant l'exécution du contrat et de produire un certificat médical en cas d'incapacité de travail dans les deux jours du début de l'incapacité ou de la prolongation de l'incapacité;
- j) les modalités d'organisation du conseil pédagogique visé à l'article 916;
- k) les modalités du dispositif assurant la concertation des stagiaires sur l'organisation du centre et le déroulement de ses activités;
- l) les recours que possède le stagiaire à l'égard de toute sanction ou mesure qui est prise à son égard;
- n) les conditions dans lesquelles il peut être procédé à la modification du règlement d'ordre intérieur;

6° l'extrait du casier judiciaire selon le modèle visé à l'article 595 du Code d'instruction criminelle, de l'ensemble du personnel du centre, ainsi que des membres du conseil d'administration, datant de moins de trois mois par rapport à la date d'envoi à l'AWIPH et exempt de toute condamnation à une peine criminelle, ou correctionnelle concernant des délits incompatibles avec l'exercice de la fonction;

7° le rapport d'un service communal ou d'un service régional d'incendie attestant que toutes les précautions ont été prises pour éviter les incendies, datant de moins d'un an par rapport à la date d'envoi à l'AWIPH et stipulant la capacité d'accueil des infrastructures;

8° l'avis motivé du comité subrégional de l'emploi et de la formation sur la pertinence des finalités proposées, en fonction des possibilités de reclassement sur le marché de l'emploi;

9° l'avis motivé de la commission subrégionale de coordination compétente, visée à l'article 297 du Code décretaal, sur l'opportunité de mettre en place les formations souhaitées en faveur des personnes handicapées.

Les avis visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 8° et 9° sont remis dans les deux mois à partir de la date de la demande. A défaut, il est passé outre. Le délai de deux mois est suspendu pendant les mois de juillet et août.

Art. 910. Les centres sont dirigés par un organe de direction qui possède la gestion journalière du centre, en vertu d'une délégation de pouvoirs écrite du conseil d'administration et sous la responsabilité de celui-ci.

La direction est assurée à concurrence d'un équivalent temps plein ou d'un demi équivalent temps plein si le centre est agréé pour moins de 40 000 heures.

En cas de manquement ou d'irrégularité dans l'exécution du mandat confié à la direction par le conseil d'administration de l'ASBL, l'AWIPH invite celui-ci, par tout envoi conférant date certaine, à prendre sans délai les dispositions qui s'imposent et ce, indépendamment des mesures prévues à l'article 475.

Art. 911. § 1<sup>er</sup>. Les centres disposent d'un personnel d'encadrement dont le nombre et le temps de travail sont adaptés à leur projet pédagogique et qui répond aux fonctions, profils et qualifications fixés à l'annexe 90.

Le centre dispose au minimum des fonctions suivantes :

- 1° employé administratif : un demi équivalent temps plein;
- 2° personnel psycho-social et d'insertion : un et demi équivalent temps plein;
- 3° formateur : un équivalent temps plein par tranche complète de 11 000 heures agréées;
- 4° coordinateur pédagogique : un demi équivalent temps plein si la coordination est déléguée.

§ 2. Pour répondre à des modules innovants ou à certaines missions spécifiques prévus par le projet pédagogique visé à l'article 914, les centres peuvent faire appel à du personnel interne ou externe dans des fonctions non prévues à l'annexe 90 pour autant que celles-ci soient visées par la convention collective de travail en vigueur applicable au secteur.

§ 3. Les formateurs et les agents en intégration professionnelle, indépendamment des profils et qualifications fixés à l'annexe 90, suivent dans un délai de trois ans à compter de la date de leur engagement, un programme de formation méthodologique, organisé par un des organismes agréés par un fonds sectoriel de formation, dont la liste est fixée par l'AWIPH en concertation avec les représentants des centres et les représentants du personnel des centres. La durée du programme de formation ne peut pas être inférieure à 120 heures.

La formation fait prioritairement partie du plan de formation visé à l'article 915.

Art. 912. La mise en œuvre du processus d'insertion socioprofessionnelle du stagiaire fait l'objet d'un plan d'action individualisé par lequel le centre, avec la participation active du stagiaire, identifie de manière évolutive les objectifs à atteindre, compte tenu de ses besoins, potentialités et difficultés, planifie et coordonne les interventions nécessaires pour y répondre et favoriser son insertion socioprofessionnelle.

Le centre définit les moyens à mettre en œuvre ainsi que les échéances et les modalités d'évaluation.

Art. 913. § 1<sup>er</sup>. Le processus d'insertion socioprofessionnelle est mis en œuvre sur base d'une formation en alternance, sans toutefois que le temps en entreprise ne dépasse cinquante pour cent de la durée totale du parcours du stagiaire.

§ 2. Le centre remplit les actions suivantes :

- 1° conclure avec l'entreprise et le stagiaire une convention de stage reprenant les dispositions minimales suivantes :
  - a) les compétences visées par le stage;
  - b) les horaires du stage;
  - c) les tâches qui seront confiées au stagiaire ainsi que les restrictions éventuelles;
  - d) la désignation d'un tuteur au sein de l'entreprise et de la personne référente du centre;
  - e) les modalités de suivi du stage par le centre;

2° après chaque stage, établir, en concertation avec l'entreprise et le stagiaire, un rapport d'évaluation des compétences acquises par le stagiaire.

Le rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est signé par le tuteur, par la personne référente du centre et par le stagiaire.

Art. 914. § 1<sup>er</sup>. Les centres élaborent un projet pédagogique dont la cohérence avec les missions des centres est démontrée par les points suivants :

1° la pertinence des finalités proposées, eu égard à l'offre de formation sous-régionale et aux perspectives du marché de l'emploi dans le secteur d'activité concerné;

2° le canevas du test d'aptitudes;

3° les modalités d'accueil et les méthodologies d'observation, d'élaboration du bilan, d'orientation et de développement des pré-requis relatifs aux savoirs, savoir faire et savoir-être;

4° les programmes de formation qualifiante précisant :

a) les objectifs généraux visés;

b) le contenu des compétences à développer, défini en termes d'objectifs opérationnels à atteindre;

c) les modalités d'évaluation intermédiaire;

d) les modalités d'évaluation continue, formative et participative des acquis en termes de compétences professionnelles, sociales ou techniques.

5° les programmes de formation professionnelle remplissant les conditions suivantes :

a) être établis en tout ou partie en référence aux définitions des profils de qualifications du Service francophone des Métiers et des Qualifications, ou de tout dispositif le remplaçant;

b) favoriser l'obtention d'un degré de maîtrise des compétences permettant la validation de celles-ci par les organismes régionaux habilités ou permettant leur prise en compte dans un processus de certification;

6° la pertinence du nombre d'heures affectées aux phases de détermination de projet d'insertion socioprofessionnelle, de validation de projet d'insertion socioprofessionnelle et de formation qualifiante, ainsi qu'aux différentes finalités;

7° la pertinence des méthodes pédagogiques proposées et la démonstration de leur spécificité par rapport aux autres opérateurs sous-régionaux, eu égard :

a) aux caractéristiques et aux besoins des stagiaires;

b) aux phases et aux modalités de la formation professionnelle, notamment en ce qui concerne la formation en alternance;

8° les modalités de mise en œuvre de la formation en alternance;

9° les stratégies du centre en termes d'accompagnement du stagiaire dans son processus d'insertion socioprofessionnelle;

10° l'adéquation entre le projet pédagogique et l'organigramme du personnel et les moyens matériels envisagés;

11° la description des partenariats avec les intervenants extérieurs participant au processus d'insertion socioprofessionnelle des stagiaires;

12° la stratégie du centre quant à la participation des stagiaires à l'organisation du centre et au déroulement de ses activités;

13° les modalités d'organisation du conseil pédagogique visé à l'article 916;

14° les modalités d'évaluation du projet pédagogique et de sa mise en œuvre;

15° un plan de formation continuée.

Les centres qui développent des activités de production démontrent que les activités s'inscrivent strictement dans le cadre de l'objectif pédagogique des programmes de formation professionnelle mis en œuvre et présentent un intérêt pédagogique pour les stagiaires.

§ 2. Le projet pédagogique est communiqué à la délégation syndicale ou, à défaut, à l'ensemble du personnel, qui rend un avis motivé dans un délai de trente jours. A défaut, il est passé outre.

Art. 915. § 1<sup>er</sup>. Le centre établit, à l'intention de la direction, du personnel pédagogique et du personnel psycho-social et d'insertion, le plan de formation visé à l'article 914, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 15°, portant sur une durée de deux ans.

Le plan décrit les liens entre l'environnement global du centre, la dynamique du projet pédagogique, le développement des compétences tant techniques que pédagogiques du personnel et l'impact sur les stagiaires. Il définit les critères, modalités et périodicité d'évaluation de ces trois aspects.

Le plan est élaboré en concertation avec la délégation syndicale ou, à défaut, avec l'ensemble du personnel.

§ 2. En ce qui concerne les compétences pédagogiques, l'AWIPH intègre les besoins des centres, selon des modalités et des conditions qu'elle fixe, dans les programmes de formation qu'elle met en place à l'intention du personnel des services qu'elle agréé et subventionne.

§ 3. La mise en œuvre du plan de formation continuée est consacrée prioritairement aux membres du personnel concernés par une reconversion de l'offre de formation du centre, ainsi qu'aux formateurs et agents en intégration professionnelle visés à l'article 911, § 3.

Art. 916. Le centre est doté d'un conseil pédagogique, chargé d'émettre un avis motivé sur :

1° le projet pédagogique visé à l'article 914, tel qu'il sera soumis à l'AWIPH;

2° le programme d'investissements inhérent au matériel pédagogique;

3° le rapport annuel d'activités, visé à l'article 909, 2°.

Art. 917. Le centre établit, pour chaque stagiaire, un dossier pédagogique contenant au minimum :

1° le bilan personnel et professionnel visé à l'article 935;

2° le plan d'action individualisé, ses actualisations et ses évaluations intermédiaires et finale, en centre et en entreprise;

3° un relevé des présences du stagiaire en centre et en entreprise;

4° la liste des entreprises dans lesquelles un stage a été effectué;

5° les activités visant la recherche, l'obtention ou le maintien en emploi.

Art. 918. § 1<sup>er</sup>. Au terme des périodes visées à l'article 926, § 2, il est procédé au calcul de la moyenne annuelle :

1° du taux de fréquentation de la phase de formation qualifiante, par finalité;

2° du taux de fréquentation global du centre.

§ 2. Au numérateur, les taux de fréquentation comprennent:

1° le nombre d'heures prestées et assimilées mensuelles des stagiaires, dans les limites visées aux articles 933, 941 et 944;

2° le nombre d'heures prestées et assimilées mensuelles des personnes ne bénéficiant pas des interventions de l'AWIPH visées à l'article 908, 1°, dans les limites visées aux articles 933, 941 et 944;

3° la sortie du stagiaire du centre avant le terme de son parcours pour une mise à l'emploi d'au moins trois mois, valorisée forfaitairement à 456 heures dans la phase dans laquelle il se trouvait au moment de sa sortie;

4° le suivi d'un stagiaire lié par un contrat d'adaptation professionnelle agréé par l'AWIPH, valorisé forfaitairement à vingt heures par mois durant la période de suivi;

5° le suivi post-formatif, valorisé forfaitairement à huit heures par mois sur une période de deux ans au maximum.

Les prestations effectives et assimilées visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, sont prises en compte sur base d'un régime hebdomadaire de prestations de 38 heures.

Lorsque le régime hebdomadaire de prestations à temps plein est inférieur à 38 heures, les heures valorisées sont affectées d'un coefficient de valorisation dont le numérateur est égal à 38 et le dénominateur égal au régime horaire hebdomadaire fixé dans le règlement de travail, sans pouvoir être inférieur à 35.

Le régime horaire à temps partiel du stagiaire est valorisé à cent cinquante pour cent des heures effectives et assimilées, sans pouvoir dépasser le régime horaire à temps plein.

§ 3. Au dénominateur, les taux de fréquentation comprennent :

1° le volume horaire global consenti au centre;

2° le volume horaire affecté à chacune des finalités de la phase de formation qualifiante.

§ 4. Les taux de fréquentation global et par finalités de la phase de formation qualifiante ne peuvent pas être inférieurs à septante-cinq pour cent.

Art. 919. Au terme de la période visée à l'article 926, § 2, il est procédé dans la phase de détermination ou de validation de projet d'insertion socioprofessionnelle, au calcul de la moyenne annuelle des taux suivants :

1° le taux de bilans personnels et professionnels et de tests d'aptitudes réalisés, visés aux articles 914, § 1, 2° et 935, lequel ne peut pas être inférieur à cent pour cent;

2° le taux de stagiaires disposant du pronostic favorable ou défavorable d'insertion visé à l'article 938;

3° le taux de réorientation des stagiaires disposant du pronostic défavorable d'insertion visé à l'article 939, lequel ne peut pas être inférieur à cinquante pour cent;

4° le taux de stagiaires faisant l'objet d'un pronostic favorable d'insertion et qui ont intégré un des dispositifs visés à l'article 940 lequel ne peut pas être inférieur à quatre-vingts pour cent.

Les stagiaires ayant interrompu leur parcours à cause d'une maladie attestée par un certificat médical ou d'une cause de force majeure, n'entrent pas dans le calcul du taux visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 4°.

Art. 920. § 1<sup>er</sup>. Au terme de la période visée à l'article 926, § 2, il est procédé au calcul, global et par finalité, de la moyenne annuelle du taux d'insertion professionnelle des stagiaires.

§ 2. Le taux est calculé, au 31 décembre de chaque exercice, en plaçant au numérateur le nombre de stagiaires mis en insertion professionnelle au cours de l'exercice concerné et au dénominateur, le nombre de stagiaires sortis de la phase de formation qualifiante au cours de l'exercice concerné, exclusion faite des sorties pour raison médicale attestée par un certificat médical ainsi que celles pour cas de force majeure.

Le taux d'insertion inclut au numérateur les insertions professionnelles réalisées :

1° au cours de chacune des quatre phases visées à l'article 907, § 2;

2° au terme d'un contrat d'adaptation professionnelle ou d'un plan Formation Insertion du FOREm.

§ 3. La moyenne annuelle du taux d'insertion ne peut pas être inférieure à quarante pour cent.

Art. 921. § 1<sup>er</sup>. Si l'un des taux visés aux articles 918 et 920 ou si deux taux cumulatifs visés à l'article 919 ne sont pas atteints, le centre propose à l'AWIPH un plan de réorientation comprenant, le cas échéant, une modification des répartitions horaires visées à l'article 927, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, une proposition d'une ou de plusieurs nouvelles finalités, une proposition d'un nouveau projet pédagogique, ainsi qu'un plan de reconversion éventuelle du personnel, dans un délai de six mois à compter de la notification de l'AWIPH d'y procéder.

L'AWIPH agréé le plan de réorientation conformément, selon le cas, à l'article 923 ou à l'article 928.

§ 2. Si l'AWIPH constate que la carence perdure après une période de six ans suivant la mise en place des plans visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le centre fait l'objet d'un retrait d'agrément pour les heures affectées aux phases et finalités concernées.

#### Sous-section 2. — Procédure d'octroi

##### A. Premier agrément

Art. 922. Sont considérés comme premier agrément :

1° l'agrément d'un nouveau centre;

2° l'agrément d'une nouvelle finalité;

3° l'agrément d'un nouveau projet pédagogique.

Art. 923. § 1<sup>er</sup>. En cas d'agrément d'un nouveau centre, l'AWIPH statue sur la demande signée par la direction et par la personne habilitée par les statuts à représenter l'ASBL et comprenant les documents visés à l'article 909, 1°, 2° et 6° à 10°, ainsi qu'un projet prévisionnel de comptes annuels portant sur une période de trois ans.

En cas d'agrément d'une nouvelle finalité ou d'un nouveau projet pédagogique, l'AWIPH statue sur la demande signée par la direction et par la personne habilitée par les statuts à représenter l'ASBL et comprenant :

1° les modifications éventuelles apportées aux statuts du centre ainsi que la liste des membres de l'assemblée générale et du conseil d'administration;

2° le dernier règlement d'ordre intérieur en date visé à l'article 909, 6°;

3° le document visé à l'article 909, 7°, datant de moins de trois mois avant la date de la demande;

4° le document visé à l'article 909, 8°, datant de moins d'un an avant la date de la demande;

5° le projet pédagogique visé à l'article 914 actualisé;

6° les avis visés à l'article 909, 9° et 10°.

§ 2. L'AWIPH agréée le centre sur base du respect des conditions visées aux articles 908 à 917, dans le délai de six mois prévu à l'article 472 et pour une durée de trois mois à trois ans maximum, conformément à l'article 473.

Les dispositions visées aux articles 918 à 921 sont appliquées par l'AWIPH au plus tard à l'échéance de la période d'agrément visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Art. 924. En agréant le centre, l'AWIPH lui accorde un nombre d'heures, dans les limites du quota d'heures fixé à l'annexe 91.

L'AWIPH répartit le nombre d'heures en fonction des phases visées à l'article 907, § 2, et des finalités de la phase de formation qualifiante, sur base des propositions contenues dans le projet pédagogique.

B. Agrément à durée indéterminée

Art. 925. Au terme de la période de premier agrément visé au point A de la présente sous-section, l'agrément est, sauf décision contraire de l'AWIPH, accordé pour une durée indéterminée, conformément à l'article 473.

Art. 926. Afin de conserver leur agrément à durée indéterminée, les centres répondent aux conditions d'agrément fixées aux articles 908 et 910 à 921 et transmettent à l'AWIPH, au plus tard neuf mois avant l'échéance de chaque période de six ans à partir de la date de prise d'effet de l'agrément en cours, les documents suivants :

1° les modifications éventuelles apportées aux statuts du centre ainsi qu'à la liste des membres de l'assemblée générale et du conseil d'administration;

2° le dernier règlement d'ordre intérieur en date visé à l'article 909, 5°;

3° le document visé à l'article 909, 6°, datant de moins de trois mois avant la date visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>;

4° le document visé à l'article 909, 7°, datant de moins d'un an avant la date visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>;

5° le projet pédagogique visé à l'article 914 actualisé;

6° les avis visés à l'article 909, 8° et 9°.

C. Modification d'agrément

Art. 927. Est considérée comme une modification d'agrément :

1° la modification de la répartition horaire entre les phases visées à l'article 907, § 2, 1° à 3°;

2° la modification de la répartition horaire entre les différentes finalités existantes de la phase de formation qualifiante.

Les modifications visées aux 1° et 2° peuvent soit être initiées par le centre à tout moment, soit résulter du plan de réorientation visé à l'article 921.

Art. 928. La décision de l'AWIPH de modification d'agrément ne diffère pas l'échéance de l'évaluation visée à l'article 926.

D. Dispositions communes à la sous-section 2

Art. 929. Le nombre total d'heures agréées accordées à l'ensemble des centres ne peut pas excéder 823.358 et est réparti auprès de chacun des centres agréés, en fonction des quotas fixés à l'annexe 91.

Art. 930. A l'échéance des périodes sexennales visées à l'article 926, § 2, l'AWIPH peut réaffecter le nombre d'heures éventuellement disponibles entre les centres.

#### Section 4. — Admission des bénéficiaires au processus d'insertion socioprofessionnelle

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Conditions

Art. 931. § 1<sup>er</sup>. Outre les conditions de recevabilité visées à l'article 275 du Code décretaal, l'AWIPH vérifie les conditions d'admissibilité suivantes :

1° le taux de handicap visé à l'article 408;

2° le fait que le bénéficiaire n'est plus soumis à l'obligation scolaire;

3° le fait que le bénéficiaire est inscrit auprès du FOREm comme demandeur d'emploi.

§ 2. Sont assimilées à la condition de handicap visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, les reconnaissances de handicap dont le bénéficiaire peut attester par l'une des preuves suivantes, à la date d'introduction de sa demande :

1° une décision en cours de validité de l'AWIPH, de la « Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap », du VDAB, du Service bruxellois francophone des personnes handicapées, de Bruxelles-Formation ou du « Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit Behinderung », attestant d'un handicap;

2° une attestation indiquant que la personne a terminé son cursus scolaire au maximum dans l'enseignement secondaire spécialisé;

3° une décision en cours de validité délivrée par le Service public fédéral Sécurité sociale et attestant le handicap permettant à la personne d'obtenir une allocation de remplacement de revenus ou d'une allocation d'intégration;

4° une décision en cours de validité délivrée par le Service public fédéral Sécurité sociale et attestant le handicap permettant à la personne d'obtenir des allocations familiales majorées;

5° une décision judiciaire ou une attestation en cours de validité délivrée par la compagnie d'assurances, le Fonds des maladies professionnelles ou le Fonds des accidents du travail et attestant d'un degré d'incapacité de travail permanente d'au moins vingt pour cent;

6° une décision en cours de validité de l'INAMI d'octroi d'indemnités d'invalidité;

7° une décision en cours de validité de l'ONEm, du FOREm, de l'« Arbeitsamt » de la Communauté germanophone ou d'Actiris reconnaissant une aptitude au travail réduite.

§ 3. L'AWIPH ne statue pas sur l'opportunité de la demande.

Art. 932. § 1<sup>er</sup>. Lorsque les conditions visées à l'article 931 sont remplies, l'AWIPH délivre au bénéficiaire, selon le cas, une décision d'admissibilité à une phase de détermination ou de validation de projet d'insertion socioprofessionnelle, dans le délai fixé par l'article 280 du Code décretaal.

La décision d'admissibilité a une durée de validité de six ans.

Si le bénéficiaire est un titulaire en incapacité de travail ou en invalidité, la décision d'admissibilité de l'AWIPH sort uniquement ses effets, après accord préalable de la Commission supérieure du Conseil médical de l'invalidité du Service des indemnités de l'INAMI sur le programme de réadaptation professionnelle du titulaire.

§ 2. L'AWIPH délivre la décision d'admissibilité dans un délai ne dépassant pas trente jours, lorsque le bénéficiaire fournit l'attestation de reconnaissance de handicap visée à l'article 931, § 2.

Sous-section 2. — Phase de détermination de projet d'insertion socioprofessionnelle

Art. 933. Si la demande porte sur un projet de formation indéfini, l'AWIPH délivre à la personne la décision visée à l'article 932 permettant d'intégrer la phase de détermination de projet.

La phase de détermination de projet ne peut pas excéder ni la durée de 1 824 heures ni la durée d'un an, sauf en cas de suspension du contrat pour une durée continue d'au moins trois mois.

Dans le cas visé à l'alinéa 2, la durée de la phase de détermination de projet est prolongée de la durée de la période de suspension.

Art. 934. Au plus tard le jour de son entrée dans le centre, le stagiaire conclut avec celui-ci le contrat visé à l'article 948.

Art. 935. Durant la phase, le centre procède à un bilan personnel et professionnel du stagiaire.

Le bilan porte au minimum sur les connaissances de base, les habiletés psychotechniques, les savoir-être et habiletés sociales, les intérêts professionnels, l'évaluation des capacités de progression en termes de savoir, savoir faire, savoir apprendre et savoir-être.

Art. 936. Durant la phase, le centre invite la personne à se rendre auprès du Carrefour Emploi Formation de sa région afin de s'informer sur l'offre de service des opérateurs existant sur son territoire et dans le domaine dans lequel s'inscrit son projet de formation.

Art. 937. Sur base du bilan visé à l'article 935 et de l'information visée à l'article 936, le centre statue sur l'appartenance du stagiaire au public cible, pour l'un des motifs suivants :

- 1° il ne possède pas la formation de base ou les antécédents scolaires exigés par les opérateurs généraux;
- 2° il a besoin d'une adaptation de son rythme d'apprentissage ou de ses horaires;
- 3° il a besoin d'un accompagnement psycho-social spécifique;
- 4° il a besoin d'une méthodologie ou d'une pédagogie adaptée à son handicap;
- 5° les infrastructures des opérateurs généraux ne sont pas adaptées à son handicap;
- 6° les équipements des opérateurs généraux ne sont pas adaptés à son handicap.

Art. 938. Sur base du bilan visé à l'article 935, le centre conclut à un pronostic d'insertion professionnelle du stagiaire dans un délai de six mois maximum à compter de la date d'entrée du stagiaire dans la phase.

Art. 939. Si le pronostic est défavorable ou si le centre juge qu'il n'est pas l'opérateur adéquat, le centre examine avec le stagiaire une autre orientation et le soutient dans sa démarche.

Le centre transmet pour information à l'AWIPH le bilan et le pronostic ainsi que, le cas échéant, un descriptif de la réorientation vers un autre opérateur, dans le délai visé à l'article 938.

Art. 940. § 1<sup>er</sup>. Si le pronostic est favorable, le centre transmet pour information à l'AWIPH le bilan et le pronostic dans le délai visé à l'article 938.

§ 2. Le centre transmet pour information à l'AWIPH un projet de plan d'action individualisé dans un délai de trois mois maximum à compter du délai visé à l'article 938.

Le plan d'action peut consister en :

- 1° un passage dans la phase de formation qualifiante au sein du centre ou dans un autre centre agréé par l'AWIPH;
- 2° une réorientation vers un opérateur général de formation ou d'insertion socioprofessionnelle;
- 3° l'activation d'un des dispositifs en matière d'emploi organisés ou agréés par l'AWIPH.

L'AWIPH statue sur les dispositifs visés à l'alinéa 2, 3°, selon les conditions, procédures et délais fixés par chacun des dispositifs.

L'AWIPH ne statue plus sur la condition d'admissibilité visée à l'article 931, § 1<sup>er</sup>, 1°.

Les dispositifs sont activés dans un délai de trois mois maximum à compter du délai visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Si le dispositif envisagé consiste en un contrat d'adaptation professionnelle, le centre assure le soutien à l'établissement du programme et à la formation dispensée par l'entreprise ou par l'institution publique, partie au contrat, au besoin, en collaboration avec l'AWIPH.

Le soutien est assuré par un formateur ou un membre du personnel psycho-social et d'insertion, sauf pour le soutien technique, qui est assuré par un formateur dans la finalité concernée.

Sous-section 3. — Phase de validation de projet d'insertion socioprofessionnelle

Art. 941. Si la demande porte sur un projet de formation défini, l'AWIPH délivre au bénéficiaire la décision visée à l'article 932 lui permettant d'intégrer la phase de validation de projet d'insertion socioprofessionnelle.

La phase de validation de projet ne peut pas excéder la durée de 152 heures.

Art. 942. Au plus tard le jour de son entrée dans le centre, le bénéficiaire conclut avec celui-ci le contrat visé à l'article 948.

Art. 943. Durant la phase, le centre :

- 1° procède au test d'aptitudes visé à l'article 914, § 1<sup>er</sup>, 2°;
- 2° invite la personne à se rendre auprès du Carrefour Emploi Formation de sa région afin de s'informer sur l'offre de service des opérateurs existant sur son territoire et dans le domaine dans lequel s'inscrit son projet d'insertion socioprofessionnelle;
- 3° statue sur l'appartenance de la personne au public cible, pour l'un des motifs visés à l'article 937.

En cas d'échec du stagiaire au test d'aptitudes, le centre informe l'AWIPH de la fin du contrat et lui transmet les conclusions du test ainsi que, le cas échéant, un descriptif de la réorientation vers un autre opérateur.

Le cas échéant, le centre conclut avec le stagiaire un contrat de détermination de projet d'insertion socioprofessionnelle, déduction faite du nombre d'heures consommées lors de l'exécution du contrat dans la phase de validation de projet.

## Sous-section 4. — Phase de formation qualifiante

Art. 944. En cas de réussite du stagiaire au test d'aptitudes, le centre conclut avec le stagiaire un contrat de formation qualifiante.

La phase de formation qualifiante ne peut pas excéder la durée de 5 472 heures.

## Sous-section 5. — Phase de suivi post-formatif

Art. 945. Le suivi post-formatif peut être assuré au besoin en collaboration avec d'autres dispensateurs de services, notamment toute institution ou toute collectivité locale favorisant le soutien à la recherche d'emploi et le maintien dans l'emploi.

Le suivi post-formatif est assuré jusqu'à l'échéance d'une période de deux ans au maximum à compter de la sortie effective du centre, du stagiaire disposant d'un pronostic favorable d'insertion socioprofessionnelle, sauf si celui-ci y renonce expressément, en cas de force majeure ainsi qu'en cas de prise en charge par un autre intervenant.

Au terme du suivi, le centre transmet pour information à l'AWIPH le descriptif des actions visant la recherche, l'obtention ou le maintien en emploi.

## Sous-section 6. — Dispositions communes

Art. 946. L'AWIPH transmet au centre, tout au long du parcours d'insertion socioprofessionnelle, les informations éventuelles dont elle dispose, concernant le stagiaire.

Art. 947. Préalablement à une mise en situation de travail, le centre soumet le stagiaire à un examen du service de prévention et de protection au travail, aux fins de se prononcer sur d'éventuelles contre-indications médicales.

## Sous-section 7. — Contrat

Art. 948. Le contrat est conclu par écrit entre le centre et le stagiaire.

Le contrat est agréé par l'AWIPH. A défaut, le centre ne peut pas prétendre aux subsides visés aux articles 977 à 984.

Le contrat est établi en trois exemplaires originaux, dont un est remis à chacune des parties et un à l'AWIPH.

Art. 949. Le contrat contient :

- 1° l'identité ou la dénomination ainsi que le domicile ou le siège des parties;
- 2° la date du début du contrat et sa durée;
- 3° les obligations respectives des parties;
- 4° les recours du stagiaire en cas de litige en matière d'exécution ou d'interprétation du contrat;
- 5° la mention du soutien du Fonds social européen;
- 6° en annexe, le plan d'action et ses actualisations.

Art. 950. Le centre s'engage à :

- 1° accompagner le stagiaire dans son processus d'insertion socioprofessionnel;
- 2° mettre à la disposition du stagiaire l'équipement nécessaire, notamment le matériel, l'outillage, les vêtements de travail et les accessoires de sécurité et de protection en ordre de marche et régulièrement entretenus;
- 3° veiller à la bonne exécution du contrat, observer et évaluer la progression du parcours du stagiaire avec celui-ci et, le cas échéant, avec l'entreprise formatrice selon la fréquence indiquée dans le plan d'action;
- 4° veiller à la santé et à la sécurité du stagiaire;
- 5° s'abstenir d'imposer au stagiaire des tâches étrangères au processus d'insertion socioprofessionnelle ou présentant des dangers pour sa santé et sa sécurité ou interdites en vertu de la législation du travail;
- 6° renseigner le stagiaire dans la déclaration immédiate de l'emploi DIMONA;
- 7° calculer et payer au stagiaire les avantages pécuniaires visés à l'article 977;
- 8° délivrer au stagiaire à la fin de son contrat une attestation mentionnant la durée et la nature de celui-ci;
- 9° assurer un suivi post-formatif, dans les limites visées à l'article 945.

Art. 951. § 1<sup>er</sup>. Le centre couvre le stagiaire contre les accidents du travail et sur le chemin du travail et conclut à cet effet une police d'assurance garantissant au stagiaire le droit aux mêmes avantages que ceux fixés par la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, y compris en entreprise formatrice.

§ 2. Le centre assure le stagiaire en responsabilité civile tant pour les dégâts occasionnés aux machines et outils, que pour les accidents matériels ou corporels survenus à des tiers lors du processus d'insertion socioprofessionnelle, y compris en entreprise formatrice.

Art. 952. Le stagiaire s'engage à :

- 1° se consacrer consciencieusement au déroulement de son processus d'insertion socioprofessionnelle;
- 2° se conformer au règlement d'ordre intérieur et, le cas échéant, respecter le principe de confidentialité des informations auxquelles il a eu accès;
- 3° respecter les convenances et les bonnes mœurs pendant l'exécution du contrat;
- 4° respecter les consignes de sécurité et d'hygiène;
- 5° agir conformément aux instructions qui lui sont données par le centre ou l'entreprise formatrice en vue de l'exécution du contrat;
- 6° restituer en bon état les outils, l'équipement, le matériel et les matières premières non utilisées qui lui ont été confiés par le centre;
- 7° participer à l'évaluation visée à l'article 950, 3°.

Art. 953. L'exécution du contrat est suspendue en cas d'impossibilité temporaire pour l'une des parties d'exécuter le contrat, entre autres en cas d'incapacité de travail résultant d'une maladie ou d'un accident, de congé de maternité, d'une mise à l'emploi temporaire ou d'une formation complémentaire suivie par le stagiaire auprès d'un autre opérateur de formation.

La suspension et la reprise de l'exécution du contrat sont signalées à l'AWIPH par le centre, dans un délai de dix jours au maximum.



Art. 954. § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des modes généraux d'extinction des obligations, le contrat prend fin, avant l'expiration du terme prévu, moyennant l'information à l'AWIPH :

- 1° par la volonté des deux parties;
- 2° par la notification au stagiaire de son échec au test d'aptitudes visé à l'article 943;
- 3° lorsqu'il existe un motif grave de rupture prévu aux articles 955 et 956;
- 4° lorsqu'une suspension de l'exécution du contrat dépasse une période continue de trois mois et que l'une des parties ne désire plus que le contrat se poursuive;
- 5° par la volonté du centre, lorsque trois des évaluations visées à l'article 950, 3°, s'avèrent négatives; dans ce cas, le centre peut rompre le contrat moyennant un préavis de sept jours, notifié par tout envoi conférant date certaine et prenant cours le lundi suivant la semaine pendant laquelle il a été donné;
- 6° par la volonté du stagiaire, dans le cas où celui-ci débute une activité professionnelle dans le secteur privé, le secteur public ou en tant qu'indépendant;
- 7° par la dissolution du centre;
- 8° par la force majeure, lorsque celle-ci a pour effet de rendre définitivement impossible l'exécution du contrat.

§ 2. Toute rupture injustifiée peut entraîner la suspension du bénéfice des prestations de l'AWIPH visées au présent chapitre à l'égard de la partie responsable de la rupture.

Art. 955. Sont constitutives de motif grave imputable au stagiaire, justifiant la résiliation de plein droit du contrat notifiée par tout envoi conférant date certaine, les circonstances suivantes :

- 1° lorsqu'il se rend coupable d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves à l'égard du personnel du centre, de l'entreprise formatrice ou des autres stagiaires;
- 2° lorsqu'il leur cause intentionnellement un préjudice matériel ou moral grave lors de l'exécution du contrat;
- 3° lorsqu'il contrevient au principe de confidentialité des informations auxquelles il a éventuellement eu accès;
- 4° en général, lorsqu'il manque gravement à ses obligations relatives au bon ordre, à la sécurité et à la discipline du centre ou de l'entreprise formatrice, ou à l'exécution du contrat;
- 5° lorsque des absences injustifiées se répètent et dépassent quatorze jours cumulés;
- 6° lorsque le stagiaire a produit de faux documents en vue de la conclusion du contrat.

Dans le cas visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 5°, la rupture du contrat peut uniquement être invoquée après un avertissement adressé par tout envoi conférant date certaine.

Art. 956. Sont constitutives de motif grave imputable au centre, justifiant la résiliation de plein droit du contrat, les circonstances suivantes :

- 1° lorsque le centre se rend coupable à son égard d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves;
- 2° lorsque le centre tolère de la part de toute personne intervenant dans le processus d'insertion socioprofessionnelle de semblables actes à l'égard du stagiaire;
- 3° lorsque la moralité du stagiaire est mise en danger au cours du contrat;
- 4° lorsque, au cours du contrat, la santé du stagiaire ou sa sécurité se trouvent exposées à des dangers qu'il ne pouvait pas prévoir au moment de la conclusion de celui-ci;
- 5° en général, lorsque le centre manque gravement à ses obligations relatives à l'exécution du contrat.

#### Section 5. — Subventionnement

##### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Conditions

Art. 957. § 1<sup>er</sup>. Afin de pouvoir prétendre aux subsides visés à la sous-section 2, les centres remplissent les conditions suivantes :

- 1° respecter les conditions d'agrément fixées par le présent Code;
- 2° transmettre à l'AWIPH les données permettant de calculer les interventions visées à l'article 977 et ce, au plus tard pour la fin du mois suivant le trimestre concerné;
- 3° transmettre à l'AWIPH les déclarations trimestrielles à l'Office national de Sécurité sociale et les rectificatifs éventuels relatifs aux stagiaires, au plus tard pour la fin du mois suivant le trimestre concerné;
- 4° en cas d'intervention financière de l'Union européenne, respecter les règles européennes en matière d'éligibilité des dépenses, de publicité, et de conservation et d'archivage des documents;
- 5° transmettre à l'AWIPH :

a) le dossier de solde financier à destination du Fonds social européen, complété conformément aux directives de l'AWIPH, au plus tard pour le 31 mars de l'année suivant chaque exercice de fonctionnement;

b) les comptes individuels annuels relatifs aux membres du personnel et aux stagiaires, au plus tard pour le 31 mars de l'année suivant l'exercice de fonctionnement;

c) les déclarations trimestrielles à l'Office national de Sécurité sociale et les rectificatifs éventuels relatifs aux membres du personnel, au plus tard pour le 31 mars de l'année suivant l'exercice de fonctionnement.

§ 2. L'AWIPH peut suspendre le versement des subsides dès le trimestre qui suit celui au cours duquel a été constaté le non-respect des obligations visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

##### Sous-section 2. — Subventions

Art. 958. § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'AWIPH octroie annuellement à chaque centre un subside de fonctionnement, correspondant au maximum au quota horaire qui lui est accordé en vertu de son agrément, multiplié par un taux de 13,31 euros par heure agréée.

§ 2. Le taux horaire est lié aux fluctuations de l'indice des prix et rattaché à l'indice pivot 1,2201 de janvier 2013, dont le coefficient est de 1,6084. Le montant est automatiquement ajusté le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique et ce, au prorata des mois concernés.

Art. 959. Un montant correspondant à septante pour cent au moins du subside annuel de fonctionnement est affecté aux charges du personnel occupé par le centre dans les liens d'un contrat de travail et aux honoraires versés aux prestataires extérieurs auxquels le centre fait éventuellement appel pour l'exécution de tâches administratives, comptables et d'entretien.

Art. 960. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le subside annuel de fonctionnement de chaque centre peut être adapté pour financer les augmentations dues à l'évolution de l'ancienneté pécuniaire de leur personnel d'encadrement, s'il apparaît, à l'issue de l'audit visé à l'article 988, que le subside annuel de fonctionnement relatif à l'exercice sur lequel porte le contrôle, a été insuffisante pour couvrir les dépenses nettes de fonctionnement hors charges et produits exceptionnels.

Le subside annuel de fonctionnement est adapté en le multipliant, d'une part, par le pourcentage des dépenses que le centre a affecté lors de l'exercice concerné au financement de la masse salariale sans pouvoir dépasser nonante pour cent du subside annuel de fonctionnement et, d'autre part, par le pourcentage d'évolution des barèmes bruts hors indexation des membres du personnel rémunéré du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre de l'exercice concerné.

La masse salariale visée à l'alinéa 2 est composée des rémunérations brutes, des charges sociales, des primes de fin d'année et des pécules de vacances, déduction faite des aides à l'emploi dont bénéficie le centre.

Art. 961. Les charges financées au moyen du subside annuel de fonctionnement sont admises par l'AWIPH sur la base des principes d'admissibilité des charges fixés à l'annexe 92.

Les charges du personnel occupé par le centre dans les liens d'un contrat de travail sont admissibles sur base des fonctions, profils, qualifications et échelons barémiques fixés par l'annexe 90 et en vertu des articles 911, § 2, 1385/4 et 1385/5.

Art. 962. Les centres sont autorisés à utiliser, pour leur objet social, les recettes éventuelles liées à leurs activités de production, dans le respect des principes d'admissibilité des charges fixés à l'annexe 92.

Les recettes générées par l'activité de formation des centres, dont les subventions d'exploitation obtenues de pouvoirs publics, sont déduites des charges déclarées admissibles par l'AWIPH en vertu de l'annexe 92 lorsque les recettes couvrent les mêmes charges que celles prises en compte en vertu du présent Code.

Art. 963. § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'AWIPH octroie aux centres un subside spécifique, en vertu de l'accord-cadre du 16 mai 2000 pour le secteur non-marchand wallon, afin d'assurer le financement de l'harmonisation barémique résultant dudit accord.

§ 2. L'AWIPH répartit la subvention entre les centres, selon le tableau ci-après :

Centre	Subside (en euros)
Maison de Géronsart	9.767,23
CRT	0,00
CERAT	12.937,16
CFRP	17.292,97
Mosan	17.958,27
Plope	16.443,10
Famenne-Ardenne	2.335,33
Le Tilleul	6.105,72
Aurélie	8.548,16
Polybat	20.744,09
Camec	8.782,74
Espace Formation Emploi	9.333,39
Le Réseau	6.149,82
	136.397, 98

Les montants sont liés aux fluctuations de l'indice des prix et rattaché à l'indice pivot 0,9432 de juillet 2000, dont le coefficient est de 1,2434. Les montants sont automatiquement ajustés le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique et ce, au prorata des mois concernés.

§ 3. Le montant du subside spécifique reste inchangé d'année en année, sous réserve d'une éventuelle redistribution du subside à l'occasion d'un nouvel agrément ou d'une modification d'agrément.

Art. 964. § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'AWIPH octroie, en vertu de l'accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2007-2009 conclu le 28 février 2007, un subside spécifique annuel aux centres relevant du secteur visé, au prorata de leur nombre d'heures agréées, afin d'assurer le financement d'une embauche compensatoire complémentaire ou d'un ou plusieurs compléments d'horaires, lié à l'attribution de jours de congé supplémentaires à leur personnel.

§ 2. Le montant annuel du subside visé au paragraphe 1<sup>er</sup> s'élève à 80.114,05 euros et se décompose comme suit :

1° un montant de 42.568,68 euros, lié aux fluctuations de l'indice des prix et rattaché à l'indice pivot 1, 0834 de décembre 2007, dont le coefficient est de 1,4002;

2° un montant de 37.545,37 euros lié aux fluctuations de l'indice des prix et est rattaché à l'indice pivot 1,1272 d'août 2008, dont le coefficient est de 1,4860.

Les montants visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 2°, sont automatiquement ajustés le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique et ce, au prorata des mois concernés.

§ 3. Si l'intégralité du volume horaire visé à l'annexe 91 n'est pas attribuée, la partie du montant annuel global visé au paragraphe 2 afférente aux heures disponibles est réservée pour les centres auxquels sont attribuées les heures agréées.

§ 4. Les centres peuvent globaliser les subventions allouées, de manière à disposer d'un temps de travail suffisant pour recruter du personnel affecté à l'un de ces centres ou assumant une fonction commune à l'ensemble des centres ayant accepté la globalisation.

Dans le cas visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les centres concernés concluent une convention de cession de la subvention. Celle-ci est transmise pour approbation préalable à l'AWIPH par le centre bénéficiaire et jointe au dossier justificatif de l'utilisation de la subvention.

Art. 965. § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'AWIPH octroie, en vertu de l'accord cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2007-2009 conclu le 28 février 2007, un subside spécifique annuel afin de prendre en charge le financement des primes syndicales des travailleurs des centres de formation professionnelle bénéficiant d'emplois subventionnés, en ce compris les emplois APE, PTP et Maribel.

Pour les travailleurs bénéficiant déjà d'une prime syndicale, le subside est limité au différentiel entre la prime préexistante et la prime accordée aux travailleurs de la fonction publique, majorée de deux euros de frais de gestion.

§ 2. Le subside annuel s'élève à 2.883,12 euros.

§ 3. Le subside est versé à l'ASBL « Fonds intersyndical des Secteurs de la Région wallonne ».

§ 4. Préalablement au versement du subside, l'AWIPH vérifie le paiement des primes par le Fonds, sur base d'une déclaration de créance accompagnée de la copie des virements bancaires.

La déclaration de créance et ses annexes parviennent à l'AWIPH avant le 1<sup>er</sup> septembre de chaque année, sous peine d'irrecevabilité.

Art. 966. § 1<sup>er</sup>. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'AWIPH octroie aux centres, en vertu de l'accord-cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011 signé le 24 février 2011, une subvention complémentaire pour la formation de leurs travailleurs.

La subvention est affectée :

1° à la formation qualifiante, classifiante et certifiante;

2° à la formation continuée au regard de la fonction exercée.

§ 2. La subvention s'élève à 6.201 euros.

Le montant est lié aux fluctuations de l'indice des prix et est rattaché à l'indice-pivot 114,97 d'avril 2011, dont le coefficient est de 1,5157. Le montant est automatiquement ajusté le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique et ce, au prorata des mois concernés.

Le montant à verser à chaque centre est déterminé en fonction de son nombre d'heures agréées.

§ 4. La formation visée au paragraphe 1<sup>er</sup> fait partie du plan de formation visé à l'article 915.

Les centres veillent au remplacement du travailleur en formation.

Art. 967. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'AWIPH octroie aux centres, en vertu de l'accord-cadre tripartite pour le secteur non marchand privé wallon 2010-2011 signé le 24 février 2011, une subvention complémentaire en vue d'accorder à leurs travailleurs un complément de prime de fin d'année, charges patronales incluses.

La subvention s'élève à 23.992 euros.

Le montant est lié aux fluctuations de l'indice des prix et est rattaché à l'indice-pivot 114,97 d'avril 2011, dont le coefficient est de 1,5157. Le montant est automatiquement ajusté le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique et ce, au prorata des mois concernés.

La répartition du montant à verser à chaque centre est déterminée en fonction du nombre de travailleurs équivalents temps plein de chaque centre, arrêté au 31 décembre de l'exercice précédent.

Art. 968. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, l'AWIPH octroie annuellement à chaque centre un subside à l'infrastructure, correspondant au maximum au quota horaire qui lui est accordé en vertu de son agrément, multiplié par un taux de 0,26 euro par heure agréée.

Art. 969. § 1<sup>er</sup>. Les investissements suivants peuvent faire l'objet d'un subside à l'infrastructure :

1° l'achat de terrain;

2° l'achat de bâtiment, y compris le terrain nécessaire au fonctionnement du centre;

3° la construction de bâtiment;

4° l'aménagement de bâtiment;

5° l'achat d'équipement comprenant les machines, le mobilier et le matériel, dont le coût d'achat est supérieur à cinq cent euros hors T.V.A.;

6° l'achat d'un véhicule nécessaire au fonctionnement du centre, à l'exception des véhicules de fonction;

7° le remboursement, à titre de capital, d'un emprunt contracté par le centre pour la réalisation d'un des investissements visés aux 1° à 6°, pour autant que son coût d'achat soit supérieur à cinquante mille euros hors T.V.A.

§ 2. L'achat d'équipement peut faire l'objet de commandes par lots.

Par lots, il faut entendre :

1° l'ensemble de biens d'équipement destinés à une même utilisation et qui ont fait l'objet d'une commande unique et globale;

2° l'ensemble de biens d'équipement indispensables au bon fonctionnement de l'un d'entre eux;

3° une commande globale de biens mobiliers constituant un ensemble fonctionnel unique.

Art. 970. Sont admissibles au subside :

1° le montant de l'investissement relatif à la construction de bâtiment, l'aménagement de bâtiment, l'achat d'équipement et l'achat d'un véhicule, majoré de la taxe sur la valeur ajoutée pour les centres qui ne sont pas assujettis à celle-ci;

2° le montant de l'investissement relatif à l'achat de terrain et l'achat de bâtiment, majoré de la taxe sur la valeur ajoutée, des frais d'acte notarié et des droits d'enregistrement, sans que le montant de l'achat ne puisse dépasser la valeur estimée par le Comité d'acquisition d'immeubles ou le receveur de l'enregistrement compétent;

3° les frais d'honoraires d'architecte.

Si le montant de l'achat est supérieur à la valeur estimée, le montant de l'investissement correspond à ladite valeur, majorée des frais d'acte réduits à concurrence de la proportion entre le montant de l'achat et la valeur estimée.

Art. 971. L'octroi du subside est subordonné aux conditions suivantes :

1° le centre assure l'ensemble des immeubles et de l'équipement contre l'incendie, les risques connexes et le vol, ainsi que les machines contre le risque de bris et le vol;

2° les investissements ont un lien direct et exclusif avec la formation pour laquelle le centre est agréé et subventionné en fonction du présent chapitre.

Les investissements visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, ne peuvent pas revêtir un caractère somptuaire ou de prestige.

Art. 972. Le subside correspond à quatre-vingt pour cent du montant de l'investissement, calculé selon les dispositions de l'article 970.

Art. 973. Dans le courant du premier trimestre de chaque exercice, l'AWIPH procède à la liquidation du montant annuel maximum sur un compte financier ouvert par le centre et destiné uniquement aux opérations relatives aux investissements subsidiés en vertu du présent chapitre.

Art. 974. Le centre qui n'utilise pas l'intégralité du montant annuel maximum liquidé pour un exercice peut en reporter le solde sur les exercices postérieurs, malgré le subside auquel il peut prétendre pour les exercices postérieurs.

Art. 975. § 1<sup>er</sup>. A l'échéance de chaque période de cinq ans, l'AWIPH procède à la récupération éventuelle du solde du compte visé à l'article 973.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'échéance de la première période est fixée au 31 décembre 2017.

§ 2. Toutefois, n'est pas récupéré le montant du subside relatif à un investissement qui n'est pas réalisé à l'échéance de la période visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, pour une cause étrangère au centre. Le centre en apporte la preuve avant l'expiration de la cinquième année.

Si l'investissement n'est toujours pas réalisé au cours de l'année suivante, la récupération du montant a lieu au terme de celle-ci.

§ 3. Les intérêts annuels générés par le compte visé à l'article 973 sont déduits des charges déclarées admissibles par l'AWIPH en vertu de l'annexe 92.

Art. 976. § 1<sup>er</sup>. Le centre ne peut pas, sans autorisation préalable de l'AWIPH, procéder à la désaffectation ou modifier l'affectation des biens subsidiés, auquel cas il rembourse la totalité du subside perçu.

§ 2. En cas de désaffectation ou de modification d'affectation autorisée d'un bien subsidié, le centre rembourse à l'AWIPH la partie non amortie ou, en cas de vente, quatre-vingt pour cent du prix de vente avec, au maximum, le montant du subside perçu et, au minimum, la partie non amortie de celui-ci.

§ 3. Le centre ne procède pas au remboursement visé au paragraphe 2, si le montant correspondant est réaffecté au financement d'un investissement de remplacement de même nature ou d'un investissement qui s'inscrit dans le cadre d'un redéploiement, d'une reconversion ou d'une restructuration du centre. L'investissement est soumis à l'application des dispositions du présent chapitre.

§ 4. La réaffectation du montant visé au paragraphe 3 intervient dans le délai d'un an à compter de la date de la désaffectation ou de la modification d'affectation visée au paragraphe 2.

Le délai peut être prolongé sur base d'une demande motivée du centre.

Art. 977. Dans les limites des crédits budgétaires disponibles, le centre paie au stagiaire durant son processus d'insertion socioprofessionnelle, les interventions suivantes :

- 1° les indemnités horaires visées à l'article 978;
- 2° les frais de déplacement et de séjour visés à l'article 982;
- 3° les frais de garderie scolaire et de milieu d'accueil visés à l'article 983.

Art. 978. § 1<sup>er</sup>. Les indemnités horaires s'élèvent à :

- 1° 2,07 euros si le stagiaire bénéficie d'une des interventions légales ou réglementaires visées à l'article 979;
- 2° 4,86 euros si le stagiaire ne bénéficie pas d'une des interventions légales ou réglementaires visées à l'article 979.

Les montants sont liés aux fluctuations de l'indice des prix et sont rattachés à l'indice-pivot 1,2201 de janvier 2013, dont le coefficient est de 1,6084. Les montants sont automatiquement ajustés le deuxième mois qui suit le dépassement de l'indice pivot qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique et ce, au prorata des mois concernés.

Art. 979. § 1<sup>er</sup>. Les interventions légales et réglementaires visées à l'article 978 sont :

- 1° les pensions, ainsi que tous les avantages en tenant lieu ou leur étant accordés en complément :
  - a) soit par ou en vertu d'une loi belge ou étrangère;
  - b) soit par un pouvoir public ou par un organisme d'intérêt public;
- 2° les indemnités, allocations et rentes viagères octroyées aux victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, en application de la législation relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail ou en application de la législation relative à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles et à la prévention de celles-ci;
- 3° les indemnités allouées à une personne handicapée victime d'un accident, en application des articles 1382 et suivants du Code civil, ou en application de toute autre législation étrangère analogue;
- 4° les indemnités d'incapacité de travail octroyées en application de la législation relative à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité;
- 5° les allocations de chômage octroyées en application de la réglementation relative à l'emploi et au chômage;
- 6° les allocations de remplacement de revenus octroyées en application de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, ou les allocations ordinaires ou spéciales octroyées en application de l'arrêté royal du 17 novembre 1969 portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés;
- 7° les revenus professionnels imposables.

Lorsque l'intervention visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, est liquidée sous forme de capital ou de valeur de rachat, les dispositions figurant à l'article 30 de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 relatif à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration sont appliquées.

§ 2. Il n'est en aucun cas tenu compte des interventions légales ou réglementaires octroyées au titre d'allocations familiales, d'allocations d'intégration en application de la loi du 27 février 1987 précitée, d'allocation pour l'aide d'une tierce personne en application de l'arrêté royal du 17 novembre 1969 portant règlement général relatif à l'octroi d'allocations aux handicapés, ou d'allocation forfaitaire pour l'aide d'une tierce personne en application de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi du 14 juillet 1994 relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités.

Art. 980. Le centre paie les indemnités prévues à l'article 978 à intervalles réguliers, dont la durée ne peut pas excéder un mois.

Art. 981. Les cotisations de sécurité sociale dues par le stagiaire sont retenues sur l'indemnité visée à l'article 978 et versées à l'Office national de Sécurité sociale par le centre.

Les cotisations de sécurité sociale dues par le centre sont versées par celui-ci à l'Office national de Sécurité sociale au titre du contrat de formation professionnelle.

Le centre adresse à l'AWIPH un état trimestriel des cotisations patronales de sécurité sociale qu'il a versées à l'Office national de sécurité sociale.

Art. 982. L'intervention dans ses frais de déplacement et ses frais de séjour est accordée au stagiaire conformément aux articles 1161 à 1171.

Art. 983. L'intervention dans ses frais de garderie scolaire et de milieu d'accueil agréé ou autorisé par l'Office de la Naissance et de l'Enfance est accordée au stagiaire, à concurrence des montants maxima suivants :

- 1° un montant de 2 euros pour frais de garderie scolaire par enfant par jour;
- 2° un montant de 4 euros pour frais de milieu d'accueil par enfant par jour.

Art. 984. Le centre paie pour l'ensemble des stagiaires :

- 1° la prime relative à l'assurance légale contre les accidents du travail et sur le chemin du travail;
- 2° les frais inhérents à la prévention et la protection au travail.

Art. 985. L'AWIPH liquide au début de chaque trimestre vingt-cinq pour cent du montant annuel des subsides visés à l'article 958.

Art. 986. § 1<sup>er</sup>. L'AWIPH liquide au début de chaque trimestre vingt-cinq pour cent du montant annuel des subsides suivants et procède aux régularisations durant le trimestre suivant, sur base des états de prestations du trimestre concerné :

- 1° les indemnités visées à l'article 978;
- 2° les cotisations patronales de sécurité sociale, visées à l'article 981;
- 3° les frais de déplacement et de séjour visés à l'article 982.

§ 2. L'AWIPH rembourse au centre :

- 1° les frais de garderie scolaire et de milieu d'accueil visés à l'article 983;
- 2° les frais visés à l'article 984.

§ 3. L'AWIPH prend en charge les frais visés aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, sur base de documents justificatifs dont elle définit la teneur.

Art. 987. Lorsque le processus d'insertion socioprofessionnelle du stagiaire correspond à un programme de réadaptation professionnelle décidé par la Commission supérieure du Conseil médical de l'invalidité du Service des indemnités de l'INAMI ou mis en œuvre dans le cadre de la convention de collaboration du 15 janvier 2013 entre l'INAMI, les organismes assureurs, l'AWIPH et le FOREM, le stagiaire ne peut pas prétendre aux avantages visés aux articles 978, 982 et 983.

Toutefois, dans l'hypothèse où le stagiaire peut prétendre à une intervention dans ses frais de déplacement au moyen d'un véhicule privé, l'AWIPH prend en charge la différence positive entre son intervention théorique et celle de l'INAMI.

Art. 988. Chaque année, l'AWIPH procède à un audit sur la régularité des comptes et la performance financière des centres, ainsi qu'à un contrôle de la bonne utilisation des subsides qui leur ont été alloués en vertu du présent Code.

L'AWIPH transmet au centre un rapport circonstancié.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le contrôle de l'utilisation des subsides à l'infrastructure s'effectue au terme de chaque période de cinq ans, à l'exception de la première période dont l'échéance est fixée au 31 décembre 2017.

§ 3. L'AWIPH récupère annuellement la partie des subsides éventuellement non consommée, sauf en ce qui concerne les subsides à l'infrastructure, conformément à l'article 975.

#### *Section 6. — Contrôle et évaluation*

Art. 989. L'AWIPH est chargée :

- 1° de procéder à l'évaluation visée à l'article 926, § 2;
- 2° de favoriser l'émergence d'une culture pédagogique spécifique à la personne handicapée et commune à l'ensemble des centres;
- 3° de coordonner l'action des différents coordinateurs pédagogiques des centres.

Art. 990. La Ministre charge l'administrateur général de l'AWIPH de lui fournir tous les six ans une évaluation portant sur l'application du présent chapitre. »

#### *CHAPITRE 3. — Dispositions transitoires*

**Art. 4.** Dans le même Code, sont insérés les articles 1385/1 à 1385/5 rédigés comme suit :

« Art.1385/1. Les centres visés par le Chapitre III du Titre IX du Livre V de la Deuxième partie du présent Code agréés à la date de l'entrée en vigueur du chapitre visé disposent d'un agrément à durée indéterminée.

Art. 1385/2. Les centres visés à l'article 1385/1 disposent d'un délai de trois mois à partir de la date visée à l'article 1385/1 pour transmettre à l'AWIPH un projet pédagogique se conformant aux dispositions de l'article 914.

Art. 1385/3. Les stagiaires ayant conclu à la date visée à l'article 1385/1 un contrat de formation visé au Chapitre III du Titre IX du Livre V de la Deuxième partie du présent Code, continuent à percevoir jusqu'à l'échéance de leur contrat des indemnités calculées selon les dispositions des articles 956 à 963 du Code dans sa version publiée au *Moniteur belge* du 30 août 2013.

Art. 1385/4. Les charges relatives aux barèmes des directeurs à la date visée à l'article 1385/1 sont réputées admissibles.

Art. 1385/5. Les charges relatives aux coordinateurs pédagogiques engagés à la date visée à l'article 1385/1 sont admissibles à l'échelon 5 de la convention collective de travail en vigueur applicable au secteur. »

#### *CHAPITRE IV. — Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 5.** L'article 24bis de l'annexe 43 du même Code est abrogé.

**Art. 6.** Les annexes 90 à 92 du même Code sont remplacées par les annexes 1<sup>re</sup> à 3 jointes au présent arrêté.

**Art. 7.** Les annexes 93 et 94 du même Code sont abrogées.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

**Art. 9.** La Ministre ayant la Politique des Personnes handicapées dans ses attributions est chargée de l'application du présent arrêté.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Annexe 1<sup>er</sup>

Annexe 90

**Fonctions, profils, qualifications et échelons barémiques du personnel****1. Technicien de surface****Description de fonction :**

Nettoyage des locaux et de l'équipement  
Gestion des produits d'entretien

**Profil :**

Capacité d'appliquer les règles d'hygiène et de sécurité liées à la fonction  
Capacité d'adaptation et d'intégration dans une équipe  
Capacité d'organiser son travail  
Avoir un comportement adéquat vis-à-vis des personnes handicapées  
Faire preuve de déontologie professionnelle

**Qualifications minimales exigées :** compétences de base en lecture et en calcul

**Barème :** échelon 1 de la convention collective

**2. Ouvrier polyvalent****Description de fonction :**

Entretien des bâtiments et des locaux  
Entretien du petit matériel et suivi du parc automobile éventuel  
Application du respect des normes (notamment de sécurité et d'hygiène)  
Participation active aux objectifs du centre  
Transport de personnes et de marchandises

**Profil :**

Capacité d'adaptation et d'intégration dans une équipe  
Permis C et/ou D (lorsque le parc automobile le justifie)  
Sens des responsabilités, autonomie et capacité de prise d'initiative  
Avoir un comportement adéquat vis-à-vis des personnes handicapées  
faire preuve de déontologie professionnelle

**Qualifications minimales exigées :**

Certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD)

**Barème :** échelon 2 de la convention collective

**3. Assistant administratif****Description de la fonction :**

Tâches administratives courantes :  
Accueil, téléphone, classement  
Tri, rédaction et expédition du courrier  
Administration générale  
Gestion fourniture de bureau  
Gestion de dossiers  
Gestion de l'agenda

**Profil :**

Capacité d'adaptation et d'intégration dans une équipe  
Polyvalence  
Sens des responsabilités  
Connaissance des logiciels courants  
Capacité d'organisation, rigueur  
Faire preuve de déontologie professionnelle  
Capacité de se former (logiciel, législation,...)  
Ouverture aux problèmes des publics en difficulté et connaissance du monde du handicap

**Qualifications minimales exigées :**

- Certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS)

- Certificat de l'enseignement secondaire inférieur (CESI) ou certificat de l'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD) + trois ans d'expérience utile

- six ans d'expérience utile

**Barème :** échelon 3 de la convention collective

**4. Technicien****Description de la fonction :**

Assurer la gestion du parc « machine »  
- Installation  
- Entretien  
- Réparation  
Gestion « administrative » dudit parc  
- Inventaire  
- Remplacement  
- Programmation

**Profil :**

Capacité d'adaptation et d'intégration dans une équipe  
 Permis C et/ou D (lorsque le parc automobile le justifie)  
 Sens des responsabilités, autonomie et capacité de prise d'initiative  
 Avoir un comportement adéquat vis-à-vis des personnes handicapées  
 Faire preuve de déontologie professionnelle

**Qualifications minimales exigées :**

Diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire

**Barème :** échelon 4.1 de la convention collective

**5. Comptable****Description de la fonction :**

Gestion des stocks

Suivi et traitement des opérations (banque, caisse, opérations diverses, factures,...) de la comptabilité générale (vérification, imputation, encodage, balance, bilan, compte de résultat)

Comptabilité analytique

Bilan, comptes de résultats de l'ASBL

**Profil :**

Capacité d'adaptation et d'intégration dans une équipe

Polyvalence

Sens des responsabilités

Connaissances des logiciels courants

Capacité d'organisation, rigueur

Ethique professionnelle capacité à se former (logiciel, législation,...)

Ouverture aux problèmes des publics en difficultés et connaissance du monde du handicap

Faire preuve de déontologie professionnelle

**Qualifications minimales exigées :**

Diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire en comptabilité

**Barème :** échelon 4.1 de la convention collective

**6. Secrétaire administratif****Description de la fonction :**

Comptabilité courante du centre

- Suivi et traitement de l'ensemble des opérations

- Vérification, imputation, encodage, balance,...

- Bilan et compte de résultat de l'asbl en collaboration avec le service comptable extérieur

Calcul des salaires des stagiaires, allocations, frais de déplacement

Préparation des réunions et des dossiers

Collations des données pour l'AWIPH, le secrétariat social,...

Suivi des dossiers administratifs

**Profil :**

Capacité d'adaptation et d'intégration dans une équipe

Polyvalence

Sens des responsabilités

Connaissances des logiciels courants

Capacité d'organisation, rigueur

faire preuve de déontologie professionnelle

Capacité à se former (logiciel, législation,...)

Ouverture aux problèmes des publics en difficultés et connaissance du monde du handicap

**Qualification :**

Diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire en secrétariat de direction/administration

**Barème :** échelon 4.1 de la convention collective

**7. Formateur****Description de la fonction :**

Enseignement d'un savoir faire et d'un savoir être :

- Préparer le stagiaire à un comportement professionnel

Animation pédagogique de personnes handicapées :

- Elaborer le contenu de la formation

- Faire évoluer le contenu de la formation en fonction de l'évolution des techniques et du marché de l'emploi

- Participer à l'élaboration des outils d'évaluation et à leur évolution

- Adapter la formation aux possibilités du stagiaire et à son projet

- Participer à l'évaluation globale du stagiaire (par rapport à l'ensemble de son programme)

- Ajuster le programme et la méthode en fonction des évaluations

- Participer à l'observation et à l'orientation du candidat stagiaire

Contacts extérieurs :

- Assurer le suivi du stagiaire en entreprise et y évaluer sa progression
  - Participer à la recherche des périodes de formation en entreprise
- Organiser les visites d'entreprise ou d'autres visites en rapport avec la formation
- Participation au fonctionnement du centre
- Assurer le suivi pédagogique du stagiaire en contrat d'adaptation professionnelle
  - Gérer le stock des matériaux nécessaires à la formation
  - Assurer le suivi des commandes
  - Participer à l'insertion socioprofessionnelle du stagiaire

**Profil :**

Ouverture aux problèmes des publics en difficulté et connaissance du monde du handicap

Maîtrise de la matière enseignée

Capacité de mise en oeuvre d'une pédagogie différenciée (formation individualisée et/ou en petit groupe)

Capacité à collaborer à un travail d'équipe

Autonomie - responsabilité

Faculté d'adaptation

faire preuve de déontologie professionnelle

**Qualifications minimales exigées :**

- Diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire dans la finalité ou diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire + deux ans d'expérience utile
- Certificat d'enseignement secondaire supérieur (CESS) + trois ans d'expérience utile
- Certificat de qualification 7<sup>e</sup> année (CQ7) + trois ans d'expérience utile
- Certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré (CESDD) + six ans d'expérience utile

**Barème :**

- échelon 4.1 de la convention collective;
- échelon 4.2 si le formateur est détenteur d'un titre universitaire lié à la fonction.

#### **8. Agent en intégration professionnelle**

**Description de la fonction :**

Contacts extérieurs :

- Gestion contractuelle de la formation en entreprise
- Promotion des aides à l'emploi auprès des entreprises
- Recherche d'entreprises partenaires et d'accès à l'emploi
- Placement des stagiaires
- Collaboration avec les organismes de placement
- Accompagnement des stagiaires dans leur recherche d'emploi et leur insertion socioprofessionnelle

Participation au fonctionnement du centre :

- « Ensemblier » du parcours formation-insertion
- Elaboration avec le stagiaire d'un projet professionnel réaliste (en collaboration avec l'équipe)
- Préparation des stagiaires à la recherche d'emploi
- Information au centre sur l'évolution des métiers

**Profil :**

Ouverture aux problèmes des publics en difficulté et connaissance du monde du handicap

Compétence d'animateur, de médiateur et négociateur

Maîtrise des techniques d'entretien

Sens de l'organisation

Notions de marketing, de sciences du travail

Capacité d'assimiler un grand nombre d'informations (notamment d'ordre juridique et social), de les traiter et de les transmettre à différents publics en adoptant le langage adéquat

Avoir une expérience professionnelle (connaissance du monde des entreprises)

Sens « commercial »

Adaptabilité et disponibilité

Faire preuve de déontologie professionnelle

Expérience commerciale

**Qualifications minimales exigées :**

Diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire

**Barème :**

- échelon 4.1 de la convention collective
- échelon 4.2 si l'agent en intégration professionnelle est détenteur d'un titre universitaire lié à la fonction.

#### **9. Assistant social**

**Description de la fonction :**

Information des services en contact avec le public handicapé sur l'offre de formation et les conditions d'accès au centre

- Participation à l'orientation et à la sélection interne des candidats stagiaires
- Suivi social et familial des stagiaires
- Suivi de l'évolution du stagiaire en formation (sur le plan social)



Relation avec le bureau régional de l'AWIPH dans le cadre des demandes de formation (formulaire d'introduction de la demande, contrat,...)

Sensibilisation de l'équipe aux besoins des personnes handicapées

Information des stagiaires sur leurs droits et devoirs et plus particulièrement en tant que personnes handicapées

Faciliter l'accès du stagiaire au bénéfice de ses droits

Accompagnement du stagiaire auprès d'organismes ou de personnes extérieures (forem, logement,...)

Faciliter l'intégration du stagiaire en CFP

Faciliter les relations entre stagiaires et entre stagiaires et membres de l'équipe d'encadrement

Assurer ponctuellement une fonction pédagogique (législation sociale,...)

**Profil :**

Compétences juridiques et sociales

Capacité d'écoute

Animation

Capacité de médiation

Ouverture aux problèmes des publics en difficulté et connaissance du monde du handicap

Faire preuve de déontologie professionnelle

**Qualifications minimales exigées :**

Diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire assistant social

**Barème :**

- échelon 4.1 de la convention collective

- échelon 4.2 si l'assistant social est détenteur d'un titre universitaire lié à la fonction.

**10. Agent de guidance et d'orientation**

**Description de la fonction :**

L'agent de guidance et d'orientation aide à l'élaboration ou à la consolidation d'un projet d'insertion socioprofessionnelle :

Contribuer au processus d'orientation en amont de la formation

Réaliser un bilan de compétences, analyser les attentes, évaluer les acquis, les niveaux et les potentialités

Prendre connaissance des stagiaires (écoute d'une demande, observation, analyse, échange d'informations avec d'autres partenaires, entretien...)

Conseiller, participer à la définition d'un itinéraire de formation, identifier les prestations vers lesquelles diriger la personne et orienter vers ces dispositifs

**Profil :**

Capacité d'ouverture aux problèmes des publics en difficulté et connaissance du monde du handicap

Capacité d'analyser la nature du besoin et de procéder à un diagnostic de la situation

Capacité de déterminer une méthodologie d'intervention, connaître les techniques d'animation et d'approche pédagogique

Capacité de choisir, d'adapter ou de créer des outils d'orientation et d'évaluation

Capacité d'évaluer la motivation, les potentialités, les capacités d'apprentissage

Capacité de travailler au sein d'une équipe pluridisciplinaire

Capacité de contrôler et d'enrichir sa pratique (lecture, formation continue, recherche...)

Faire preuve de déontologie professionnelle

**Qualifications minimales exigées :**

Diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire en rapport avec la fonction

**Barème :**

- échelon 4.1 de la convention collective

- échelon 4.2 si l'agent de guidance et d'orientation est détenteur d'un titre universitaire lié à la fonction

**11. Coordinateur pédagogique**

**Description de la fonction :**

Conception, construction et supervision de la mise en œuvre du projet pédagogique

Mise en place des dispositifs adaptés aux orientations et objectifs à atteindre

Conception et organisation des programmes de formation en concertation avec le conseil pédagogique

Coordination des travaux du conseil pédagogique

Contrôle de l'adéquation de la formation des stagiaires avec les objectifs opérationnels

Responsabilité de la mise en œuvre du plan de formation continuée en concertation avec le conseil pédagogique

Elaboration, en liaison avec l'AWIPH et les coordinateurs pédagogiques de l'ensemble des centres, d'une politique pédagogique commune au secteur

**Profil :**

Etre capable d'appliquer des processus méthodologiques précis

Etre capable d'anticiper des applications

Etre capable d'analyser et synthétiser des informations

Etre capable de conceptualiser des données

Etre capable d'imaginer des modes d'organisation

Etre capable d'opérer des choix

Ouverture aux problèmes des publics en difficulté et connaissance du monde du handicap

faire preuve de déontologie professionnelle

**Qualifications minimales exigées :**

Diplôme de l'enseignement non universitaire à orientation pédagogique, psychologique ou psychopédagogique

**Barème :**

Echelon 5 de la convention collective

**12. Personnel de direction****Description de la fonction :**

Animation pédagogique du centre, y compris la coordination pédagogique, sauf si celle-ci est déléguée.

Direction et responsabilité de la gestion journalière, administrative, financière et des ressources humaines

Contacts extérieurs

Responsabilité vis-à-vis des pouvoirs (organisateur et subsidiant)

Etudes et prospectives

**Profil :**

Capacité de direction et de gestion (administrative, comptable et ressources humaines)

Connaissance de base des finalités organisées

Capacités pédagogiques

Ouverture aux problèmes des publics en difficulté et connaissance du monde du handicap

Faire preuve de déontologie professionnelle

**Qualifications minimales exigées :**

- Diplôme universitaire

- Diplôme de l'enseignement supérieur non universitaire + trois ans d'expérience utile, avec l'un des volets de la description de fonctions

**Barème :** échelon 6 de la convention collective

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre III, relatives aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

Annexe 2

ANNEXE 91

**Quotas horaires agréés visés à l'article 924**

CFP	Volume horaire
La Maison de Géronsart	69.003
Centre de réadaptation au travail	91.533
Cerat	53.137
Cfrp-Prorienta	86.790
Mosan	43.703
Le Plope	99.657
Famenne-Ardenne	40.000
Le Tilleul	52.394
Aurelie	59.358
Polybat	64.398
Camec	41.654
Espace Formation Emploi	53.705
Le Réseau	68.026
	<b>823.358</b>

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre III, relatives aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés.

Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

## Annexe 3

## ANNEXE 92

**Principes d'admissibilité des charges visés aux articles 961 et 975, § 3**

1. Les charges sont réputées non admissibles si elles ne respectent pas les principes généraux suivants :

- elles doivent être en lien direct avec la formation pour laquelle le centre est agréé et subventionné en fonction du présent arrêté;
- elles doivent être raisonnables en regard des besoins de la formation;
- elles doivent être comptabilisées dans le respect des principes de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, et de ses arrêtés d'exécution;
- elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. En particulier, les ASBL liées au sens de l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations, constituent des tiers entre elles dans la mesure où leurs comptabilités respectives peuvent être valablement contrôlées;
- elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;
- elles doivent résulter, le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets;
- elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du centre, ou avec des personnes morales parmi lesquelles des membres du pouvoir organisateur ou de la direction du centre n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'AWIPH;
- elles ne doivent pas être relatives à des avantages extra-légaux;
- elles doivent concerner des marchés de travaux, fournitures et services ayant été passés conformément à la législation et la réglementation sur les marchés publics.

2. Lorsque le motif du rejet d'une charge déclarée au Fonds social européen relève d'une faute, négligence ou omission du centre, la charge est également déclarée non admissible sur les subsides de l'AWIPH.

3. Les charges suivantes sont réputées non-admissibles :

3.1 dans les comptes 60

la part des dépenses d'approvisionnements et marchandises affectées exclusivement aux activités de production du centre.

3.2 dans les comptes 61

- la part des dépenses de services et biens divers affectées exclusivement aux activités de production du centre;
- la partie des frais de déplacement du centre qui dépasse le taux prévu pour le personnel de la région en vertu du Code de la fonction publique wallonne;
- les valeurs d'investissement de plus de 247,89 euros hors T.V.A. imputées en charge sur un seul exercice;
- les honoraires afférents à l'utilisation de personnel externe dans le cadre d'une sous-traitance ou de l'appel à des vacataires, non visé par l'annexe 90 ou l'article 911, § 2;
- les frais de représentation qui n'ont pas un lien direct avec l'activité du centre;
- les souches de restaurant non complétées par le nom des convives, le titre auquel ils étaient présents, ainsi que l'objet de la réunion;
- les factures de séjour en hôtel non complétées par le nom des personnes hébergées ainsi que le titre auquel ils étaient présents;
- les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit.

3.3 dans les comptes 62

- les charges salariales et patronales relatives au personnel interne, non visé par l'annexe 90 ou les articles 911, § 2, 1384/7 et 1384/8;
- les charges salariales et patronales relatives à des échelons barémiques supérieurs à ceux fixés par l'article 13 de convention collective de travail du 16 septembre 2002 définissant la classification de fonctions et les conditions de rémunération pour les secteurs de la Commission paritaire pour le secteur socioculturel dépendant de la Région wallonne, rendue obligatoire par arrêté royal du 24 août 2005 et dans sa version publiée au *Moniteur belge* du 8 novembre 2005;
- les charges salariales et patronales relatives à une ancienneté calculée sur base d'une méthode de calcul différente de celle fixée par l'article 17 de la convention collective susvisée;
- les primes patronales pour assurances extra-légales;
- les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie;
- les primes syndicales;
- les avantages extra-légaux octroyés aux travailleurs et aux stagiaires;
- les indemnités de rupture, hormis celles relatives au(x) membre(s) de la direction, aux formateurs et à tout autre membre du personnel en cas de mise en place du plan de reconversion visé à l'article 921, préalablement agréé par l'AWIPH.

3.4 dans le compte 63

- la part des charges d'amortissement affectées exclusivement aux activités de production du centre,
- les charges d'amortissement résultant de taux supérieurs aux suivants :
  - 20 % pour les frais d'établissement;
  - 33 % pour les immobilisations incorporelles;
  - 5 % pour les constructions et terrains bâtis;
  - 10 % pour les travaux d'aménagement et de rénovation des bâtiments;

- 20 % pour les installations, machines et outillages;
  - 33 % pour le matériel informatique;
  - 10 % pour le mobilier;
  - 20 % pour le matériel roulant;
  - l'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires,
  - les réductions de valeur sur créances,
  - les provisions pour pensions légales et extra-légales,
  - les provisions pour gros travaux et gros entretiens,
  - les autres provisions.
- 3.5 dans les comptes 64
- la partie des autres charges d'exploitation affectées exclusivement aux activités de production du centre;
  - la T.V.A. non déductible portant sur des charges non admissibles;
  - les amendes diverses.
- 3.6 dans les comptes 65
- la partie des charges financières affectées exclusivement aux activités de production du centre;
  - les charges d'intérêt afférentes à des crédits d'investissement qui ne sont pas en lien direct avec la formation pour laquelle le centre est agréé et subventionné en fonction du présent arrêté;
  - les charges de crédit de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'AWIPH ou pour une raison impérative indépendante de la volonté du centre. Celui-ci doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'AWIPH par une attestation à réclamer à celle-ci ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours d'un tel crédit;
  - les intérêts de retard imputables à une faute de gestion du centre.
- 3.7 dans les comptes 66
- la partie des charges exceptionnelles affectées exclusivement aux activités de production du centre.
- 3.8 dans les comptes 69
- les charges d'affectations et prélèvements.
4. Sont déduites des charges :
- les subventions d'exploitation obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté;
  - les diverses récupérations de frais propres aux activités de formation, à l'exception des dons privés, des recettes de fancy-fair ou autres opérations d'appel à des fonds privés. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;
  - les produits financiers résultant des opérations de placement afférentes aux activités de formation, y compris les intérêts visés à l'article 975, § 3;
  - les réductions échelonnées des subsides en capital obtenus des pouvoirs publics pratiquées au même rythme de la prise en charge des amortissements afférents aux immobilisations pour l'acquisition ou la constitution desquelles ils ont été octroyés;
  - les produits financiers divers afférents aux activités de formation.
- Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre IX, Chapitre III, relatives aux centres de formation et d'insertion socioprofessionnelle adaptés.
- Namur, le 15 mai 2014.

Le Ministre Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/204186]

**15 MEI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk III, betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling**

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, inzonderheid op de artikelen 266, 273, 274, 283 en 285;

Gelet op het Waalse Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 januari 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 16 januari 2014;

Gelet op het voorstel van het beheerscomité van het "AWIPH" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 25 april 2013;

Gelet op het advies nr. 55.578/4 van de Raad van State, gegeven op 26 maart 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des Personnes Handicapées" (Waalse Commissie voor Gehandicapte Personen), gegeven op 3 februari 2014;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie.

Na beraadslaging,

Besluit :

#### HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepaling*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

#### HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepaling*

**Art. 2.** In het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, wordt Hoofdstuk III, dat de artikelen 905 tot 990 inhoudt, vervangen als volgt:

« HOOFDSTUK III. — Aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling

##### *Afdeling 1. — Definities*

Art. 905. Voor de toepassing van dit hoofdstuk wordt verstaan onder :

1° aangepast centrum voor opleiding en socioprofessionele inschakeling: het vormingscentrum en het centrum voor gespecialiseerde beroepsrevalidatie bedoeld in artikel 283,4° van het decreetgevend wetboek, erkend door het "AWIPH" en hierna « het centrum » genoemd;

2° doelpubliek : de begunstigden bedoeld in artikel 275 van het decreetgevend wetboek die geen toegang hebben tot het dienstenaanbod van de opleidingsoperatoren dat voor de gezamenlijke bevolking bestemd is, omdat het niet of minder aangepast is;

3° stagiair : de begunstigde die deel uitmaakt van het doelpubliek en een overeenkomst met het centrum gesloten heeft;

4° socioprofessioneel inschakelingsproces: de begeleiding van de stagiair met het oog op zijn tewerkstelling of op het behoud van zijn baan;

5° tewerkstelling : elke activiteit uitgeoefend op grond van een arbeidscontract, een openbaar statuut of een statuut van zelfstandige binnen een periode van twee jaar, te rekenen vanaf de datum waarop de stagiair het centrum daadwerkelijk verlaat;

6° overeenkomst : de overeenkomst inzake opleiding en socioprofessionele inschakeling waarbij de rechten en plichten van het centrum en van de stagiair geformaliseerd worden in het kader van het socioprofessioneel inschakelingsproces;

7° afwisselende opleiding : elke actie tot combinatie van een praktische en een theoretische opleiding waardoor één of meer opleidingsoperatoren en één of meer gewone bedrijven of bedrijven voor aangepast werk uit de privé of openbare sector betrokken kunnen worden bij de uitvoering van het socioprofessioneel inschakelingsproces, met als doel de aanpassing aan het werkmilieu, de uitvoering van een programma inzake kwalificerende opleiding of een periode van voorbereiding op de socioprofessionele inschakeling;

8° omscholingsovereenkomst : de overeenkomst bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk V van titel IX van boek V van het tweede deel van dit Wetboek;

9° psycho-sociaal en inschakelingspersoneel : de personeelsleden die voor beroepsinschakeling instaan, de maatschappelijk assistenten, de personeelsleden belast met begeleiding en oriëntering;

10° pedagogisch personeel : de opleiders en, desgevallend, de pedagogisch coördinator;

11° de pedagogische raad : instantie bestaande uit de directie, het psycho-sociaal en inschakelingspersoneel en het pedagogisch personeel;

12° finaliteit : groep van beroepen en functies gebonden door hetzelfde type productie of diensten.

##### *Afdeling 2. — Opdrachten*

Art. 906. De centra voeren hun acties met inachtneming van de volgende beginselen :

1° de verbintenissen die vastliggen in de samenwerkingsregeling ingevoerd bij het decreet van 12 januari 2012 betreffende de geïndividualiseerde begeleiding van de werkzoekenden en betreffende de samenwerkingsregeling voor inschakeling, inzonderheid de artikelen 10 en 14;

2° de bevordering van de gelijkheid van kansen van de stagiairs bij de toegang tot opleiding en tewerkstelling;

3° de ontwikkeling van praktijken ter bevordering van de sociale, individuele en collectieve emancipatie van de stagiairs.

Art. 907. § 1. De centra worden belast met de organisatie van een geïndividualiseerd socioprofessioneel inschakelingsproces dat op de potentialiteiten van de stagiair afgestemd is.

§ 2. Het socioprofessioneel inschakelingsproces kan bestaan uit vier fasen, met name :

1° een fase tot bepaling van het project inzake socioprofessionele inschakeling, waarin, al naar gelang van het geval, de volgende acties gevoerd kunnen worden :

a) een persoonlijke en professionele balans van de stagiair opmaken;

b) de stagiair confronteren met de realiteiten van de arbeidswereld;

c) de stagiair de mogelijkheid geven om één of meer beroepen te ontdekken;

d) de stagiair helpen bij zijn oriëntering naar de door het centrum geschikt geachte dienstverlener(s), al naar gelang van zijn vaardigheden, bekwaamheden en behoeften;

e) de stagiair de mogelijkheid geven om de basisvaardigheden aan te werven inzake kennis, bedrevenheid en wellevendheid;

f) de voorbereiding van de stagiair op de algemene opleidingsstelsels bevorderen en desgevallend ervoor zorgen;

2° een fase tot bekrachtiging van het project inzake socioprofessionele inschakeling, waarin, al naar gelang van het geval, de volgende acties gevoerd kunnen worden :

a) de stagiair confronteren met de realiteiten van het beroep of van de vermoedelijke functie;

b) de stagiair aan een bekwaamheidstest onderwerpen;

c) het vermoedelijke opleidingsproject valideren of invalideren;

d) de stagiair helpen bij zijn oriëntering naar de door het centrum geschikt geachte dienstverlener(s), al naar gelang van zijn vaardigheden, bekwaamheden en behoeften;

3° een fase tot kwalificerende opleiding waarin de volgende acties gevoerd kunnen worden:

a) de stagiair de mogelijkheid geven om zijn vaardigheden aan te werven of te ontwikkelen met het oog op de uitoefening van het geheel of van een gedeelte van een beroep of functie met één of meer doeleinden;

b) de stagiair desgevallend de mogelijkheid geven om zijn vaardigheden te actualiseren naar gelang van de evolutieve behoeften en de behoeften van de ondernemingen;

c) desgevallend zorgen voor de opvolging van de stagiair in het kader van een omscholingsovereenkomst die hij gesloten heeft;

d) de voorbereiding van de bekrachtiging van de vaardigheden bevorderen en er desgevallend voor zorgen, zoals bedoeld in het samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie en goedgekeurd bij het decreet van 13 november 2003;

4° een fase tot opvolging van de stagiair na de opleiding waarin actief naar werk gezocht wordt, een baan gevonden of behouden wordt.

§ 3. De fasen tot bepaling en bekrachtiging van het project inzake sociaal-professionele inschakeling beslaan hoogstens vijftig percent van het globale uurvolume dat door het centrum verbruikt wordt, berekend over een gemiddelde van zes jaar.

### Afdeling 3. — Erkenning

#### Onderafdeling 1. — Voorwaarden

Art. 908. Behalve de voorwaarden waarin artikel 467 van dit Wetboek voorziet, vervullen de centra de volgende opdrachten :

1° de in afdeling 2 omschreven opdrachten ten gunste van de stagiairs uitoefenen naar rato van minstens negentig percent van de gevaloriseerde uren;

2° de stagiairs de krachten van de artikelen 978, 982 en 983 toegekende geldelijke voordelen garanderen;

3° beschikken over de gepaste uitrustingen en over lokalen die toegankelijk zijn voor de stagiairs;

4° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 betreffende de verenigingen zonder winstoogmerk, de internationale verenigingen zonder winstoogmerk en de stichtingen;

5° onder de leden van de vereniging geen personeelsleden of met hen tot en met de derde graad aanverwante personen tellen voor meer dan één derde van de leden;

6° de raad van bestuur van de vereniging mag voor meer dan één derde van het totaal aantal bestuurders of van de personen die deel uitmaken van het personeel van het centrum niet samengesteld zijn uit personen die deel uitmaken van hetzelfde gezin als echtgenoot, wettelijke samenwoners, bloed- of aanverwante tot en met de tweede graad;

7° binnen hun raad van bestuur minstens één vertegenwoordiger van het bedrijfsleven tellen;

8° een boekhouding voeren overeenkomstig de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;

9° hun erkenning door het "AWIPH" op elke communicatiedrager vermelden;

10° de « FOREm » kennis geven van hun aanbod inzake opleiding en socioprofessionele inschakeling.

Overeenkomstig het eerste lid, 1°, kunnen de centra, ten gunste van personen die niet het voorwerp zijn van een gunstige beslissing van het "AWIPH", de acties uitoefenen waarin het in artikel 914 bedoelde pedagogisch project voorziet, naar rato van maximum tien percent van de gevaloriseerde uren.

In afwijking van het eerste lid, 6°, kan de directie van het centrum met raadgevende stem deelnemen aan elke vergadering van de raad van bestuur betreffende de organisatie van het centrum, behalve wat betreft de agendapunten waarover een belangenconflict bestaat.

Art. 909. De centra bezorgen het "AWIPH" een afschrift van de volgende stukken :

1° het pedagogisch project bedoeld in artikel 914;

2° een jaarlijks activiteitenverslag dat volgens een door het "AWIPH" opgemaakt model aan het gezamenlijke personeel wordt meegedeeld uiterlijk 1 maart van het jaar na elk werkingsjaar;

3° het tewerkstellingskadaster van het centrum volgens een door het "AWIPH" opgemaakt model, uiterlijk 31 maart van het jaar na elk werkingsjaar;

4° de jaarrekeningen, zoals vastgelegd door het "AWIPH", goedgekeurd door de Algemene vergadering en vergezeld van het rapport van een bedrijfsrevisor, uiterlijk 31 maart van het jaar na het boekjaar dat overeenstemt met het kalenderjaar;

2° het huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 467, 13°, waarin minstens volgende clausules opgenomen zijn :

a) de wekelijkse uurrooster;

b) de bepalingen betreffende de afwisseling;

c) de lijst van de wettelijke verlofdagen en de modaliteiten tot bepaling van de andere toegekende verlofdagen;

d) de modaliteiten tot toekenning van de geldelijke voordelen die krachtens de artikelen 978, 982 en 983 aan de stagiairs verleend worden;

e) de verplichtingen inzake veiligheid en hygiëne;

f) de bepalingen betreffende het preventiebeleid inzake alcohol en drugs;

g) de bepalingen inzake bescherming tegen geweld en morele of seksuele intimidatie;

e) de verplichting voor de stagiairs om zich te laten onderzoeken door de preventieraadgever belast met het medisch toezicht met wie het beroepsopleidingscentrum samenwerkt, alsmede om zich te onderwerpen aan de vaccinaties die krachtens de reglementaire bepalingen verplicht zijn;

i) de verplichting om het centrum onmiddellijk kennis te geven van elke omstandigheid die de uitvoering van het contract opschort en in geval van arbeidsongeschiktheid een medisch attest over te leggen binnen twee dagen na het begin van de ongeschiktheid of de verlenging ervan;

j) de modaliteiten voor de organisatie van de pedagogische raad bedoeld in artikel 916;

k) de modaliteiten betreffende het stelsel voor de raadpleging van de stagiairs over de organisatie van het centrum en de ontwikkeling van zijn activiteiten;

l) de beroepsprocedures die de stagiair kan inschakelen voor elke sanctie of maatregel die jegens hem wordt getroffen;

n) de voorwaarden waaronder het huishoudelijk reglement gewijzigd kan worden;

6° voor het gezamenlijke personeel van het centrum alsook voor de leden van de raad van bestuur, het uittreksel uit het strafregister van minder dan drie maanden geleden, te rekenen vanaf de datum van verzending aan het "AWIPH", en vrij van elke veroordeling tot een criminele straf of tot een correctionele straf voor misdrijven die onverenigbaar is met de uitoefening van het ambt;

7° het rapport van een gemeentelijke dienst of van een regionale brandweerdienst waaruit blijkt dat alle voorzorgsmaatregelen zijn genomen om brand te voorkomen; dat rapport dateert van minder dan een jaar geleden, te rekenen vanaf de datum van verzending aan het "AWIPH", en vermeldt de opvangcapaciteit van de infrastructuur;

8° het gemotiveerd advies van het subregionaal comité voor tewerkstelling en vorming over de relevantie van de voorgestelde finaliteiten, naar gelang van de mogelijkheden tot herinschakeling op de arbeidsmarkt;

9° het gemotiveerd advies van de bevoegde subregionale samenwerkingscommissie bedoeld in artikel 297 van het decreetgevend wetboek over de opportuniteit om de gewenste opleidingen ten gunste van de gehandicapte personen tot stand te brengen.

De adviezen bedoeld in het eerste lid, 8° en 9°, worden uitgebracht binnen twee maanden, te rekenen vanaf de datum van de aanvraag. Zo niet worden ze genegeerd. De termijn van twee maanden wordt opgeschort gedurende de maanden juli en augustus.

Art. 910. De centra staan onder de directie van een orgaan dat hun dagelijks beheer waarneemt krachtens een schriftelijke delegatie van bevoegdheden door de raad van bestuur en onder zijn verantwoordelijkheid.

De directie wordt waargenomen door een voltijds equivalent of door een halve voltijds equivalent als het centrum voor minder dan 40 000 uren erkend is.

In geval van verzuim of onregelmatigheid in de uitvoering van het mandaat dat door de raad van bestuur van de vzw aan de directie wordt toegewezen, verzoekt het "AWIPH" de raad van bestuur door elk middel dat vaste datum verleent erom onmiddellijk de nodige maatregelen te treffen, los van die waarin artikel 475 voorziet.

Art. 911. § 1. De centra beschikken over een omkaderingspersoneel waarvan het aantal en de werktijd op hun pedagogisch project afgestemd zijn. Dat personeel beantwoordt aan de functies, profielen en kwalificaties die in bijlage 90 vastliggen.

Het centrum beschikt minimum over de volgende functies :

1° administratief bediende : een halve voltijds equivalent;

2° psycho-sociaal en inschakelingspersoneel : anderhalve voltijds equivalent;

3° opleider : een voltijds equivalent per volledige schijf van 11 000 erkende uren;

4° pedagogisch coördinator : een halve voltijds equivalent als de coördinatie afgevaardigd wordt.

§ 2. Om in te spelen op innoverende modules of op bepaalde specifieke opdrachten voorzien bij het pedagogisch project bedoeld in artikel 914, kunnen de centra een beroep doen op intern of extern personeel in functies die niet in bijlage 90 opgenomen zijn, voor zover ze het voorwerp zijn van de geldende collectieve arbeidsovereenkomst die toepasselijk is op de sector.

§ 3. Afgezien van de profielen en kwalificaties die in bijlage 90 vastliggen, volgen de opleiders en de personeelsleden inzake professionele inschakeling binnen een termijn van drie jaar, die ingaat op de datum van hun indienstneming, een methodologisch opleidingsprogramma dat georganiseerd wordt door één van de door een sectoraal opleidingsfonds erkende organen. Hun lijst wordt door het "AWIPH" opgemaakt in samenspraak met de vertegenwoordigers van de centra en van het personeel van de centra. Het opleidingsprogramma duurt minstens 120 uren.

De opleiding maakt bij voorkeur deel uit van het opleidingsplan bedoeld in artikel 915.

Art. 912. De uitvoering van het socioprofessioneel inschakelingsproces is het voorwerp van een geïndividualiseerd actieplan aan de hand waarvan het centrum, met de actieve medewerking van de stagiair en rekening houdend met zijn behoeften, potentialiteiten en moeilijkheden, op evolutieve wijze de te halen doelstellingen identificeert, de nodige tussenkomsten plant en coördineert om er op in te spelen en om zijn socioprofessionele inschakeling te bevorderen.

Het centrum bepaalt de aan te wenden middelen alsook de evaluatietermijnen en -modaliteiten.

Art. 913. § 1. Het socioprofessioneel inschakelingsproces wordt uitgevoerd op basis van een afwisselende opleiding, waarbij niet meer dan vijftig percent van de totale duur van het traject van de stagiair in het bedrijf doorgebracht wordt.

§ 2. Het centrum vervult de volgende opdrachten :

1° met het bedrijf en de stagiair een stageovereenkomst sluiten waarin op zijn minst de volgende gegevens voorkomen :

a) de vaardigheden waarop de stage betrekking heeft;

b) het tijdschema van de stage;

c) de taken die aan de stagiair toegewezen worden alsook de eventuele restricties;

d) de aanwijzing van een voogd binnen het bedrijf en van de referentiepersoon van het centrum;

e) de modaliteiten tot opvolging van de stage door het centrum;

2° na elke stage in samenspraak met het bedrijf en de stagiair een rapport opmaken na evaluatie van de vaardigheden die hij verworven heeft.

Het rapport bedoeld in het eerste lid, 2°, wordt ondertekend door de voogd, door de referentiepersoon van het centrum en door de stagiair.

Art. 914. § 1. De centra werken een pedagogisch project uit waarvan de samenhang met hun opdrachten aangetoond wordt door de volgende punten :

1° de relevantie van de voorgestelde finaliteiten, rekening houdend met het subregionale opleidingsaanbod en de vooruitzichten van de arbeidsmarkt in bedoelde activiteitssector;

2° het type bekwaamheidstest;

3° de opvangmodaliteiten en de methodes inzake waarneming, opmaak van de balans, oriëntering en ontwikkeling van de vereiste voorkennis m.b.t. kennis, bedrevenheid en wellevendheid;

4° de programma's inzake kwalificerende opleiding die voorzien in :

a) de beoogde algemene doelstellingen;

b) de inhoud van de te ontwikkelen vaardigheden, omschreven in te halen operationele doelstellingen;

c) de modaliteiten voor de tussentijdse evaluatie;

d) de modaliteiten voor de voortdurende, formatieve en participatieve evaluatie van de verworvenheden inzake professionele, sociale of technische vaardigheden.

5° de beroepsopleidingsprogramma's die voldoen aan de volgende voorwaarden :

a) geheel of gedeeltelijk opgemaakt zijn met verwijzing naar de definities van de kwalificatieprofielen van de « Service francophone des Métiers et des Qualifications » (Franstalige dienst van de Beroepen en Kwalificaties), of van elk soortgelijk stelsel;

b) gericht zijn op het bereiken van een mate van beheersing van de vaardigheden die de validering ervan door de gemachtigde gewestelijke instellingen mogelijk maakt of die het in rekening brengen ervan in een certificeringproces mogelijk maakt;

6° de relevantie van het aantal uren besteed aan de fasen tot bepaling en bekrachtiging van het project inzake socioprofessionele inschakeling en tot kwalificerende opleiding, alsook aan de verschillende finaliteiten;

7° de relevantie van de voorgestelde pedagogische methodes en het bewijs van de specificiteit ervan t.o.v. de andere subregionale operatoren, rekening houdend met :

a) de kenmerken en de behoeften van de stagiairs;

b) de fasen en de modaliteiten van de beroepsopleiding, meer bepaald wat betreft de afwisselende opleiding;

8° de modaliteiten tot uitvoering van de afwisselende opleiding;

9° de strategieën van het centrum inzake begeleiding van de stagiair in zijn socioprofessioneel inschakelingsproces;

10° de adequatie tussen het pedagogisch project en het organogram van het personeel en de overwogen materiële middelen;

11° de beschrijving van de partnerschappen met de externe interveniënten die deelnemen aan het socioprofessioneel inschakelingsproces van de stagiairs;

12° de strategie van het centrum betreffende de deelname van de stagiairs aan de organisatie van het centrum en aan de ontwikkeling van zijn activiteiten;

13° de modaliteiten voor de organisatie van de pedagogische raad bedoeld in artikel 916;

14° de modaliteiten voor de evaluatie van het pedagogisch project en de implementering ervan;

15° een plan inzake voortgezette opleiding.

De centra die productieactiviteiten ontwikkelen, moeten aantonen dat die activiteiten nauwkeurig aansluiten op de pedagogische doelstelling van de geïmplementeerde beroepsopleidingsprogramma's en van enig pedagogisch nut zijn voor de stagiairs.

§ 2. Het pedagogisch project wordt meegedeeld aan de vakbondsafvaardiging of, bij gebrek daaraan, aan het gezamenlijke personeel, die/dat een gemotiveerd advies uitbrengt binnen een termijn van dertig dagen. Zo niet wordt het advies genegeerd.

Art. 915. § 1. Het opleidingsplan bedoeld in artikel 914, § 1, eerste lid, 15°, dat over twee jaar loopt, wordt door het centrum opgemaakt ter attentie van de directie, van het pedagogisch personeel en van het psycho-sociaal en inschakelingspersoneel.

Het beschrijft het verband tussen de globale omgeving van het centrum, de dynamiek van het pedagogisch project en de ontwikkeling van de zowel technische als pedagogische vaardigheden van het personeel en de weerslag op de stagiairs. Het bepaalt de evaluatiecriteria, -modaliteiten en -periodiciteit voor die drie aspecten.

Het plan wordt uitgewerkt in overleg met de vakbondsafvaardiging of, bij gebrek daaraan, met het gezamenlijke personeel.

§ 2. Wat betreft de pedagogische vaardigheden, neemt het "AWIPH", volgens de modaliteiten en onder de voorwaarden die het bepaalt, de behoeften van de centra op in de opleidingsprogramma's die het tot stand brengt voor het personeel van de diensten die het erkent en subsidieert.

§ 3. Het plan inzake voortgezette opleiding wordt bij voorkeur bestemd voor de personeelsleden die betrokken zijn bij een reconversie van het opleidingsaanbod van het centrum, alsook voor de opleiders en de personeelsleden inzake beroepsinschakeling bedoeld in artikel 911, § 3.

Art. 916. Het centrum beschikt over een pedagogische raad, die een gemotiveerd advies moet uitbrengen over :

1° het pedagogisch project bedoeld in artikel 914, zoals het aan het "AWIPH" wordt voorgelegd;

2° het investeringsprogramma dat aan het pedagogisch materieel gekoppeld is;

3° het jaarlijks activiteitenverslag bedoeld in artikel 909, 2°.

Art. 917. Voor elke stagiair maakt het centrum een pedagogisch dossier op waarin minstens melding gemaakt wordt van :

1° de persoonlijke en professionele balans bedoeld in artikel 935;

2° het geïndividualiseerde actieplan, de bijwerkingen, de tussentijdse evaluaties en de slotevaluatie ervan, in het centrum en in het bedrijf;

3° een overzicht van de aanwezigheden van de stagiair in het centrum en in het bedrijf;

4° de lijst van de bedrijven waar stage gelopen werd;

5° de activiteiten aan de hand waarvan naar werk gezocht wordt, een baan gevonden of behouden wordt.



Art. 918. § 1. Na afloop van de periodes bedoeld in artikel 926, § 2, wordt overgegaan tot de berekening van het jaarlijks gemiddelde :

- 1° van het bezoekpercentage van de fase tot kwalificerende opleiding, per finaliteit;
- 2° van het globale bezoekpercentage van het centrum.

§ 2. Wat de teller betreft, omvatten de bezoekpercentages:

1° het aantal maandelijks gepresteerde en daarmee gelijkgestelde uren van de stagiair, binnen de perken bedoeld in de artikelen 933, 941 en 944;

2° het aantal maandelijks gepresteerde en daarmee gelijkgestelde uren van de personen die niet aanmerking komen voor de in artikel 908, 1°, bedoelde tegemoetkomingen van het "AWIPH", binnen de perken bedoeld in de artikelen 933, 941 en 944;

3° het vertrek van de stagiair uit het centrum voor het einde van zijn traject om minstens drie maanden te worden tewerkgesteld, forfaitair gevaloriseerd naar rato van 456 uren in de fase waarin hij zich bevond bij zijn vertrek;

1° de opvolging van een stagiair die gebonden is bij een door het "AWIPH" erkende omscholingsovereenkomst, forfaitair gevaloriseerd naar rato van 20 uren per maand gedurende de opvolgingsperiode;

5° de opvolging na de opleiding, forfaitair gevaloriseerd naar rato van 8 uren per maand over een periode van maximum twee jaar.

De effectieve en gelijkgestelde prestaties bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, worden in aanmerking genomen op grond van een wekelijks prestatiestelsel van 38 uren.

Als het wekelijks voltijds prestatiestelsel minder dan 38 uren bedraagt, worden de gevaloriseerde uren voorzien van een valorisatiecoëfficiënt waarvan de teller gelijk is aan 38 en de noemer aan het wekelijks uurstelsel dat in het arbeidsreglement vastligt, waarbij hij niet kleiner mag zijn dan 35.

Het deeltijds uurstelsel van de stagiair wordt gevaloriseerd naar rato van honderdvijftig percent van de effectieve en gelijkgestelde uren en mag het voltijds uurstelsel niet overschrijden.

§ 3. Wat de noemer betreft, omvatten de bezoekpercentages :

- 1° het globale uurvolume dat aan het centrum toegestaan wordt;
- 2° het uurvolume dat bestemd wordt voor elke finaliteit van de fase tot kwalificerende opleiding.

§ 4. Het globale bezoekpercentage en het bezoekpercentage per finaliteit van de fase tot kwalificerende opleiding mogen niet lager zijn dan vijftien percent.

Art. 919. Na afloop van de periode bedoeld in artikel 926, § 2, wordt in de fase tot bepaling of tot bekrachtiging van het socioprofessioneel inschakelingsproject overgegaan tot de berekening van het jaarlijks gemiddelde van de volgende percentages :

1° het percentage verrichte persoonlijke en professionele balansen en bekwaamheidstests, bedoeld in de artikelen 914, § 1, 2°, en 935, dat niet lager mag zijn dan honderd percent;

2° het percentage stagiairs die het voorwerp zijn van de gunstige of ongunstige inschakelingsprognose bedoeld in artikel 938;

3° het heroriënteringspercentage betreffende de stagiairs die het voorwerp zijn van de ongunstige inschakelingsprognose bedoeld in artikel 939, dat niet lager mag zijn dan vijftig percent;

4° het percentage stagiairs die het voorwerp zijn van een gunstige inschakelingsprognose en opgenomen werden in één van de stelsels bedoeld in artikel 940, dat niet lager mag zijn dan tachtig percent.

De stagiairs die hun traject hebben onderbroken wegens een bij medisch attest bevestigde ziekte of wegens overmacht, komen niet in aanmerking voor de berekening van het percentage bedoeld in het eerste lid, 4°.

Art. 920. § 1. Na afloop van de periode bedoeld in artikel 926, § 2, wordt overgegaan tot de berekening, globaal en per finaliteit, van het jaarlijks gemiddelde van het percentage professionele inschakeling van de stagiairs.

§ 2. Het percentage wordt op 31 december van elk boekjaar berekend als volgt : de teller vertegenwoordigt het aantal stagiairs die professioneel ingeschakeld werden in de loop van bedoeld boekjaar en de noemer vertegenwoordigt het aantal stagiairs die de kwalificerende opleidingsfase hebben verlaten in de loop van bedoeld boekjaar, met uitsluiting van de vertrekkers om medische reden bevestigd d.m.v. een medisch attest, alsook die te wijten aan overmacht.

De teller van het inschakelingspercentage omvat de professionele inschakelingen doorgevoerd :

- 1° in de loop van elk van de vier fasen bedoeld in artikel 907, § 2;
- 2° aan het einde van een omscholingsovereenkomst of van een plan "Opleiding Inschakeling" van de "FOREm".

§ 3. Het jaarlijks gemiddelde van het inschakelingspercentage mag niet lager zijn dan veertig percent.

Art. 921. § 1. Als één van de percentages bedoeld in de artikelen 918 en 920 of twee cumulatieve percentages bedoeld in artikel 919 niet bereikt worden, legt het centrum een heroriënteringsplan voor aan het "AWIPH" met, desgevallend, een wijziging van de uurstelsels bedoeld in artikel 927, eerste lid, 1° en 2°, een voorstel van één of meer nieuwe finaliteiten, een voorstel van nieuw pedagogisch project alsook een eventueel reconversieplan voor het personeel. Het plan wordt voorgelegd binnen een termijn van zes maanden die ingaat op de datum van kennisgeving door het "AWIPH" om daartoe over te gaan.

Het "AWIPH" erkent het heroriënteringsplan overeenkomstig artikel 923 of artikel 928, al naar gelang van het geval.

§ 2. Als het "AWIPH" vaststelt dat de tekortkoming voortduurt na een periode van zes jaar volgend op de totstandbrenging van de plannen bedoeld in het eerste lid, wordt de erkenning van het centrum ingetrokken voor de uren die voor bedoelde fasen en finaliteiten bestemd werden.

## Onderafdeling 2. — Erkenningsprocedure

## A. Eerste erkenning

Art. 922. Als eerste erkenning worden beschouwd :

- 1° de erkenning van een nieuw centrum;
- 2° de erkenning van een nieuwe finaliteit;
- 3° de erkenning van een nieuw pedagogisch project.

Art. 923. § 1. In geval van erkenning van een nieuw centrum, beslist het "AWIPH" over de aanvraag die ondertekend is door de directie en door de persoon die krachtens de statuten bevoegd is om de vzw te vertegenwoordigen en

die vergezeld gaat van de stukken bedoeld in artikel 909, 1°, 2° en 6° tot 10°, alsook van een vooruitlopend ontwerp van jaarrekeningen over een periode van drie jaar.

In geval van erkenning van een nieuwe finaliteit of van een nieuw pedagogisch project, beslist het "AWIPH" over de aanvraag die ondertekend is door de directie en door de persoon die krachtens de statuten bevoegd is om de vzw te vertegenwoordigen en die vergezeld gaat van :

- 1° de wijzigingen die eventueel zijn aangebracht in de statuten van het centrum alsook de lijst van de leden van de algemene vergadering en van de raad van bestuur;
- 2° het laatste huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 909, 6°;
- 3° het document bedoeld in artikel 909, 7°, daterend van minder dan drie maanden voor de datum van de aanvraag;
- 4° het document bedoeld in artikel 909, 8°, daterend van minder dan een jaar voor de datum van de aanvraag;
- 5° het pedagogisch project bedoeld in artikel 914, bijgewerkt;
- 6° de adviezen bedoeld in artikel 909, 9° en 10°.

§ 2. Het "AWIPH" erkent het centrum op basis van de voorwaarden bedoeld in de artikelen 908 tot 917 binnen de termijn van zes maanden bepaald bij artikel 472 en voor een duur van maximum drie jaar, overeenkomstig artikel 473.

De bepalingen bedoeld in de artikelen 918 tot 921 worden door het "AWIPH" toegepast uiterlijk op de vervaldatum van de erkenningsperiode bedoeld in het eerste lid.

Art. 924. Door het centrum te erkennen verleent het "AWIPH" hem een aantal uren binnen de perken van het aantal uren dat in bijlage 91 vastligt.

Het "AWIPH" verdeelt het aantal uren naar gelang van de fasen bedoeld in artikel 907, § 2, en de finaliteiten van de kwalificerende opleidingsfase, op basis van de voorstellen vervat in het pedagogisch project.

## B. Erkenning voor onbepaalde duur

Art. 925. Na afloop van de periode van eerste erkenning bedoeld onder punt A van deze onderafdeling, wordt de erkenning overeenkomstig artikel 473 voor een onbepaalde duur verleend, behoudens andersluidende beslissing van het "AWIPH".

Art. 926. Om hun erkenning voor onbepaalde duur te behouden, voldoen de centra aan de erkenningsvoorwaarden die in de artikelen 908 en 910 tot 921 vastliggen en bezorgen ze het "AWIPH" uiterlijk negen maanden voor de vervaldatum van elke periode van zes maanden, te rekenen vanaf de datum van inwerkingtreding van de lopende erkenning, de volgende documenten :

- 1° de wijzigingen die eventueel zijn aangebracht in de statuten van het centrum alsook de lijst van de leden van de algemene vergadering en van de raad van bestuur;
- 2° het laatste huishoudelijk reglement bedoeld in artikel 909, 5°;
- 3° het document bedoeld in artikel 909, 6°, daterend van minder dan drie maanden voor de datum van de aanvraag;
- 4° het document bedoeld in artikel 909, 7°, daterend van minder dan een jaar voor de datum bedoeld in het eerste lid;
- 5° het pedagogisch project bedoeld in artikel 914, bijgewerkt;
- 6° de adviezen bedoeld in artikel 909, 8° en 9°.

## C. Erkenningswijziging

Art. 927. Als erkenningswijziging wordt beschouwd :

- 1° de wijziging van de uurverdeling onder de fasen bedoeld in artikel 907, § 2, 1° tot 3°;
- 2° de wijziging van de uurverdeling onder de verschillende bestaande finaliteiten van de kwalificerende opleidingsfase.

De wijzigingen bedoeld onder 1° en 2° kunnen hetzij elk moment door het centrum voorgesteld worden, hetzij resulteren uit het heroriënteringsplan bedoeld in artikel 921.

Art. 928. De beslissing van het "AWIPH" tot erkenningswijziging stelt de vervaldatum van de in artikel 926 bedoelde evaluatie niet uit.

## D. Bepalingen gemeen aan onderafdeling 2

Art. 929. Het totaal aantal erkende uren toegekend aan de centra mag niet hoger zijn 823.358 uren en wordt onder elk van de erkende centra verdeeld op grond van de quota's die in bijlage 91 vastliggen.

Art. 930. Na afloop van de zesjarige periodes bedoeld in artikel 926, § 2, kan het "AWIPH" het aantal uren dat eventueel beschikbaar is onder de centra opnieuw toewijzen.

## Afdeling 4. — Toelating van de begunstigen tot het socioprofessioneel inschakelingsproces

## Onderafdeling 1. — Voorwaarden

Art. 931. § 1. Behalve de ontvankelijkheidsvoorwaarden bedoeld in artikel 275 van het decreetgevend wetboek, ziet het "AWIPH" toe op de naleving van de volgende toelaatbaarheidsvoorwaarden :

- 1° het handicappercentage bedoeld in artikel 408;
- 2° de begunstigde valt niet meer onder de leerplicht;
- 3° de begunstigde is als werkzoekende ingeschreven bij de "FOREm".

§ 2. Worden gelijkgesteld met de handicapvoorwaarde bedoeld in paragraaf 1 de erkenningen van een handicap die de begunstigde op de datum van indiening van zijn aanvraag kan bevestigen aan de hand van één van de volgende documenten :

- 1° een geldende beslissing van het "AWIPH", het Vlaams Agentschap voor Personen met een Handicap, de VDAB, de Brusselse Franstalige Dienst voor Gehandicapte Personen, Bruxelles-formation of de "Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit Behinderung", tot bevestiging van een handicap;
- 2° een attest waaruit blijkt dat de persoon zijn schoolcursus hoogstens in het gespecialiseerde secundair onderwijs heeft beëindigd;
- 3° een geldende beslissing afgeleverd door de Federale overheidsdienst Sociale Zekerheid tot bevestiging van de handicap waardoor de persoon een inkomensvervangende uitkering of een inschakelingsuitkering kan verkrijgen;
- 4° een geldende beslissing afgeleverd door de Federale overheidsdienst Sociale Zekerheid tot bevestiging van de handicap waardoor de persoon verhoogde kinderbijslag kan verkrijgen;
- 5° een rechterlijke beslissing of een geldende beslissing afgeleverd door de verzekeringsmaatschappij, het Fonds voor de beroepsziekten of het Fonds voor arbeidsongevallen tot bevestiging van minstens twintig percent blijvende arbeidsongeschiktheid;
- 6° een geldende beslissing van het RIZIV tot toekenning van invaliditeitsuitkeringen;
- 7° een geldende beslissing van de "ONEm", de "FOREm", het "Arbeitsamt" van de Duitstalige Gemeenschap of van Actiris waarbij een verminderde arbeidsgeschiktheid erkend wordt.

§ 3. Het "AWIPH" spreekt zich niet uit over de opportuniteit van de aanvraag.

Art. 932. § 1. Als de in artikel 931 bedoelde voorwaarden vervuld zijn, levert het "AWIPH" aan de begunstigde, binnen de termijn bepaald bij artikel 280 van het decreetgevend wetboek, een beslissing af tot toelaatbaarheid voor een fase tot bepaling of tot bekrachtiging van een socioprofessioneel inschakelingsproces, al naar gelang van het geval.

De toelaatbaarheidsbeslissing heeft een geldigheidsduur van zes jaar.

Als de begunstigde een titularis in arbeidsongeschiktheid of invaliditeit is, heeft de toelaatbaarheidsbeslissing van het "AWIPH" slechts gevolg met het voorafgaand akkoord van de Hoge commissie van de Geneeskundige raad voor invaliditeit van de Dienst uitkeringen van het RIZIV m.b.t. zijn bijscholingsprogramma.

§ 2. Het "AWIPH" levert zijn toelaatbaarheidsbeslissing af binnen hoogstens dertig dagen als de begunstigde het in artikel 931, § 2, bedoeld attest van handicaperkenning overlegt.

## Onderafdeling 2. — Fase tot bepaling van het socioprofessioneel inschakelingsproject

Art. 933. Als de aanvraag betrekking heeft op een onbepaald opleidingsproject, levert het "AWIPH" aan de persoon die in artikel 932 bedoelde beslissing af waarbij hij opgenomen kan worden in de fase waarin het project bepaald wordt.

De fase waarin het project bepaald wordt mag niet langer duren dan 1.824 uren of één jaar, behalve als de overeenkomst opgeschort wordt voor een ononderbroken duur van minstens drie maanden.

In het geval bedoeld in het tweede lid wordt de fase waarin het project bepaald wordt verlengd met de duur van de opschortingsperiode.

Art. 934. De stagiair sluit de in artikel 948 bedoelde overeenkomst met het centrum uiterlijk de dag van zijn aankomst in het centrum.

Art. 935. Tijdens de fase maakt het centrum een persoonlijke en professionele balans van de stagiair op.

De balans betreft minimum de basiskennis, de psychotechnische vaardigheden, de wellevendheid en de sociale bedrevenheden, de professionele interesses, de evaluatie van de vooruitgangscapaciteiten inzake kennis, bedrevenheid, leerbereidheid en wellevendheid.

Art. 936. Tijdens de fase verzoekt het centrum de persoon erom zich tot een "Carrefour Emploi Formation" van zijn regio te begeven om er kennis te nemen van het dienstenaanbod van de operatoren op zijn grondgebied en in het domein waarop zijn opleidingsproject betrekking heeft.

Art. 937. Het centrum beslist op basis van de balans bedoeld in artikel 935 en van de informatie bedoeld in artikel 936 dat de stagiair deel van het doelpubliek uitmaakt om één van volgende redenen :

- 1° hij beschikt noch over de basisopleiding noch over de schoolantecedenten vereist door de algemene operatoren;
- 2° hij heeft behoefte aan een aanpassing van zijn leerritme of van zijn lesrooster;
- 3° hij heeft behoefte aan een specifieke psycho-sociale begeleiding;
- 4° hij heeft behoefte aan een methodologie of aan een pedagogie die met zijn handicap strookt;
- 5° de infrastructuur van de algemene operatoren zijn niet aan zijn handicap aangepast;
- 6° de uitrustingen van de algemene operatoren zijn niet aan zijn handicap aangepast.

Art. 938. Op basis van de balans bedoeld in artikel 935 besluit het centrum tot een prognose inzake professionele inschakeling van de stagiair binnen een termijn van maximum zes maanden, die ingaat op de datum waarop de stagiair in de fase opgenomen wordt.

Art. 939. Als de prognose ongunstig is of als het centrum acht dat de operator niet geschikt is, onderzoekt het een andere richting met de stagiair en ondersteunt het hem in de stappen die hij onderneemt.

Het centrum legt de balans en de prognose binnen de in artikel 938 bedoelde termijn ter informatie aan het "AWIPH" over, alsook, desgevallend, een overzicht van de heroriëntering naar een andere operator.

Art. 940. § 1. Als de prognose gunstig is, legt het centrum de balans en de prognose ter informatie aan het "AWIPH" over binnen de termijn bedoeld in artikel 938.

§ 2. Het centrum legt een ontwerp van geïndividualiseerd actieplan ter informatie aan het "AWIPH" over binnen een termijn van maximum drie maanden, te rekenen vanaf de termijn bedoeld in artikel 938.

Het actieplan kan voorzien in :

1° een overgang naar de kwalificerende opleidingsfase binnen het centrum of in een ander centrum erkend door het "AWIPH";

2° een heroriëntering naar een algemene operator inzake opleiding of socioprofessionele inschakeling;

3° de activering van één van de tewerkstellingsstelsels georganiseerd of erkend door het "AWIPH".

Het "AWIPH" spreekt zich uit over de stelsels bedoeld in het tweede lid, 3°, onder de voorwaarden, volgens de procedures en binnen de termijnen vastgelegd voor elk stelsel.

Het "AWIPH" spreekt zich niet uit over de toelaatbaarheidsvoorwaarde bedoeld in artikel 931, § 1, 1°.

De stelsels worden geactiveerd binnen een termijn van maximum drie maanden, te rekenen vanaf de termijn bedoeld in het eerste lid.

Als het overwogen stelsel bestaat in een bijscholingsovereenkomst, garandeert het centrum zijn ondersteuning bij de opmaak van het programma en bij de opleiding gegeven door het bedrijf of de overheidsinstelling die de overeenkomst mede-ondertekend heeft, desnoods in samenwerking met het "AWIPH";

De ondersteuning wordt gewaarborgd door een opleider of door een lid van het psycho-sociaal en inschakelingspersoneel, behalve voor de technische ondersteuning, die door een opleider verleend wordt in de betrokken finaliteit.

#### Onderafdeling 3. — Fase waarin het socioprofessioneel inschakelingsproject bekrachtigd wordt

Art. 941. Als de aanvraag betrekking heeft op een bepaald opleidingsproject, levert het "AWIPH" aan de begunstigde de in artikel 932 bedoelde beslissing af waarbij hij opgenomen kan worden in de fase waarin het socioprofessioneel inschakelingsproject bekrachtigd wordt.

De fase waarin het project bekrachtigd wordt mag niet langer duren dan 152 uren.

Art. 942. De begunstigde sluit de in artikel 948 bedoelde overeenkomst met het centrum uiterlijk de dag van zijn aankomst in het centrum.

Art. 943. Gedurende de fase :

1° gaat het centrum over tot de bekwaamheidstest bedoeld in artikel 914, § 1, 2°;

2° verzoekt het centrum de persoon erom zich tot een "Carrefour Emploi Formation" van zijn regio te begeven om er kennis te nemen van het dienstenaanbod van de operatoren op zijn grondgebied en in het domein waarop zijn socioprofessioneel inschakelingsproject betrekking heeft;

3° beslist het centrum dat de persoon deel van het doelpubliek uitmaakt om één van de redenen bedoeld in artikel 937.

Als de stagiair niet slaagt voor de bekwaamheidstest, geeft het centrum het "AWIPH" kennis van het einde van de overeenkomst en legt het hem de conclusies van de test voor alsook, desgevallend, een overzicht van de heroriëntering naar een andere operator.

Desgevallend sluit het centrum met de stagiair een overeenkomst tot bepaling van een socioprofessioneel inschakelingsproject, na aftrek van het aantal uren verbruikt bij de uitvoering van de overeenkomst in de fase waarin het project bekrachtigd wordt.

#### Onderafdeling 4. — Kwalificerende opleidingsfase

Art. 944. Als de stagiair slaagt voor de bekwaamheidstest, sluit het centrum een overeenkomst inzake kwalificerende opleiding met de stagiair.

De kwalificerende opleidingsfase mag niet langer duren dan 5 472 uren.

#### Onderafdeling 5. — Fase inzake opvolging na de opleiding

Art. 945. De opvolging na de opleiding kan desnoods in samenwerking met andere dienstverleners gewaarborgd worden, met name elke plaatselijke instelling of gemeenschap die het zoeken naar werk en het behoud van een baan ondersteunt.

De opvolging na de opleiding wordt gewaarborgd tot de vervaldatum van een periode van maximum twee jaar, te rekenen vanaf het effectieve vertrek uit het centrum van de stagiair die beschikt over een gunstige prognose inzake socioprofessionele inschakeling, tenzij hij daar uitdrukkelijk van afziet, in geval van overmacht alsook in geval van tenlasteneming door een andere interveniënt.

Aan het einde van de opvolging maakt het centrum het overzicht van de acties door middel waarvan een baan gezocht, gevonden of behouden wordt ter informatie aan het "AWIPH" over.

#### Onderafdeling 6. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 946. Het "AWIPH" verstrekt het centrum gedurende het hele socioprofessionele inschakelingsproject de eventuele informatie waarvoor het beschikt over de stagiair.

Art. 947. Vooraleer de stagiair tewerkgesteld wordt, onderwerpt het centrum hem aan een onderzoek van de dienst preventie en arbeidsbescherming om zich te kunnen uitspreken over eventuele medische contra-indicaties.

#### Onderafdeling 7. — Overeenkomst

Art. 948. De overeenkomst wordt schriftelijk gesloten tussen het centrum en de stagiair.

De overeenkomst wordt erkend door het "AWIPH". Zo niet kan het centrum geen aanspraak maken op de subsidies bedoeld in de artikelen 977 tot 984.

De overeenkomst wordt opgemaakt in drie originele exemplaren, waarvan één overhandigd wordt aan elke partij en één aan het "AWIPH".

Art. 949. De overeenkomst bevat :

1° de identiteit of de benaming alsook de woonplaats of de zetel van de partijen;

2° de aanvangsdatum en de duur van de overeenkomst;

3° de verplichtingen van de partijen;

4° de beroepsmogelijkheden van de stagiair in geval van geschil inzake de uitvoering of de interpretatie van de overeenkomst;

5° de melding van de ondersteuning van het Europees Sociaal Fonds;

6° in bijlage, het actieplan en de bijwerkingen ervan.

Art. 950. Het centrum verbindt zich ertoe :

1° de stagiair te begeleiden in zijn socioprofessioneel inschakelingsproces;

2° de nodige uitrusting ter beschikking van de stagiair te stellen, met name het materieel, het gereedschap, de werkkledij en de in goede staat van werking verkerende en regelmatig onderhouden veiligheids- en beschermingsaccessoires;

3° toe te zien op de vlotte uitvoering van de overeenkomst, de evolutie van het traject van de stagiair waar te nemen en met hem te evalueren en, desgevallend, met het opleidend bedrijf op de tijdstippen vermeld in het actieplan;

4° toe te zien op de gezondheid en de veiligheid van de stagiair;

5° de stagiair niet te belasten met taken zonder verband met het socioprofessioneel inschakelingsproces of die gevaar inhouden voor zijn gezondheid en veiligheid of die verboden zijn krachtens de arbeidswetgeving;

6° de stagiair in te lichten in de onmiddellijke aangifte van de DIMONA-baan;

7° de in artikel 977 bedoelde geldelijke voordelen te berekenen en aan de stagiair te betalen;

8° een attest af te leveren aan de stagiair aan het einde van zijn overeenkomst waarin de duur en de aard ervan worden vermeld;

9° voor een opvolging na de opleiding te zorgen binnen de perken bedoeld in artikel 945.

Art. 951. § 1. Het centrum dekt de stagiair tegen arbeidsongevallen en ongevallen op weg naar het werk en sluit daartoe een verzekeringspolis die de stagiair recht geeft op dezelfde voordelen als die waarin de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 voorziet, inclusief in het vormingsbedrijf.

§ 2. Het centrum verzekert de stagiair ook inzake wettelijke aansprakelijkheid, zowel voor schade aan werktuigen en gereedschap als voor materiële of lichamelijke ongevallen waardoor derden tijdens het socioprofessioneel inschakelingsproces getroffen worden, inclusief in het vormingsbedrijf.

Art. 952. De stagiair verbindt zich ertoe :

1° zich nauwgezet toe te leggen op het verloop van zijn socioprofessioneel inschakelingsproces;

2° zich te houden aan het huishoudelijk reglement en, desgevallend, aan het beginsel van geheimhouding van de gegevens die hij heeft kunnen inkijken;

3° de welvoegelijkheid en de goede zeden in acht te nemen tijdens de uitvoering van de overeenkomst;

4° de veiligheids- en hygiënevoorschriften na te leven;

5° te handelen overeenkomstig de instructies die hem door het centrum of het opleidingsbedrijf zijn gegeven met het oog op de uitvoering van zijn contract;

6° het gereedschap, de uitrusting, het materieel en de niet-gebruikte grondstoffen die hem door het centrum zijn toevertrouwd, in goede staat terug te geven;

7° mee te doen aan de evaluatie bedoeld in artikel 950, 3°.

Art. 953. De uitvoering van de overeenkomst wordt geschorst indien één van de partijen tijdelijk in de onmogelijkheid verkeert om aan de overeenkomst uitvoering te verlenen, meer bepaald in geval van arbeidsongeschiktheid, wegens ziekte of ongeval, moederschapverlof, wederoproeping onder de wapens, wegens een tijdelijke tewerkstelling of wegens het volgen van een aanvullende opleiding bij een andere opleidingsmedewerker.

Het centrum geeft het "AWIPH" binnen hoogstens tien dagen kennis van de opschorting en de hervatting van de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 954. § 1. Onverminderd de algemene wijzen waarop verplichtingen vervallen, wordt de overeenkomst vóór afloop van de voorziene termijn beëindigd voor zover het "AWIPH" wordt ingelicht :

1° als beide partijen het wensen;

1° via de kennisgeving aan de stagiair dat hij niet geslaagd is voor de bekwaamheidstest bedoeld in artikel 943;

3° als er een gewichtige reden tot verbreking bestaat, zoals bedoeld in de artikelen 955 en 956;

4° als de uitvoering van de overeenkomst meer dan drie ononderbroken maanden wordt opgeschort en één van de partijen niet meer wenst dat ze wordt voortgezet;

5° omdat het centrum het aldus wil, indien verschillende evaluaties zoals bedoeld in artikel 950, 3°, negatief blijken; in dat geval kan het centrum de overeenkomst verbreken middels een vooropzeg van zeven kalenderdagen die bij aangetekend schrijven wordt meegedeeld en ingaat op de maandag volgend op de week waarin hij gegeven werd;

6° omdat de stagiair het aldus wil, indien hij een beroepsactiviteit in de privé-sector, bij de overheid of als zelfstandige aanvangt;

7° wegens de ontbinding van het centrum;

8° wegens overmacht, indien daardoor de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk is geworden.

§ 2. Elke ongegronde verbreking kan ertoe leiden dat het "AWIPH" de in dit hoofdstuk bedoelde diensten niet meer verleent aan de partij die verantwoordelijk is voor de verbreking.

Art. 955. De hierna vermelde omstandigheden vormen een aan de stagiair toe te schrijven ernstige reden voor de ontbinding van rechtswege van de overeenkomst die betekend wordt door elk verzendmiddel dat vaste datum verleent :

1° indien hij zich schuldig maakt aan een daad van onrechtshapenheid, aan ernstige feitelijkheden of ernstige beledigingen aan het adres van het personeel van het centrum, het opleidend bedrijf of de andere stagiairs;

2° hij hen opzettelijk materiële of immateriële schade berokkent bij de uitvoering van de overeenkomst;

3° indien hij zich niet houdt aan het beginsel inzake geheimhouding van de gegevens die hij eventueel heeft ingekeken;

4° hij doorgaans verzuimt zijn verplichtingen na te komen i.v.m. de goede orde, de veiligheid en de tucht binnen het centrum of opleidend bedrijf of de uitvoering van de overeenkomst;

5° als onrechtvaardigde afwezigheden zich herhalen en veertien gecumuleerde dagen overschrijden;

6° indien de stagiair valse documenten heeft voorgelegd met het oog op het afsluiten van de overeenkomst.

In het geval bedoeld in het eerste lid, 5°, kan de verbreking van de overeenkomst slechts ingeroepen worden na een waarschuwing gericht door elk verzendmiddel dat vaste datum verleent.

Art. 956. De hierna vermelde omstandigheden vormen een aan het centrum toe te schrijven ernstige reden voor de ontbinding van rechtswege van de overeenkomst :

1° indien het zich schuldig maakt aan een daad van onrechtschapenheid, aan ernstige feitelijkheden of beledigingen;

2° indien het dergelijke daden jegens de stagiair duldt vanwege elke persoon die tussenkomt in het socioprofessioneel inschakelingsproces;

3° zijn moraliteit in gevaar wordt gebracht in de loop van de overeenkomst;

4° zijn gezondheid en veiligheid in de loop van de overeenkomst blootgesteld worden aan gevaren die hij niet kon voorspellen bij het sluiten ervan;

5° in het algemeen, indien het centrum blijkt geeft van ernstige tekortkomingen in zijn verplichtingen m.b.t. de uitvoering van de overeenkomst.

#### Afdeling 5. — Subsidiëring

##### Onderafdeling 1. — Voorwaarden

Art. 957. § 1. Om aanspraak te kunnen maken op de subsidies bedoeld in onderafdeling 2 vervullen de centra de volgende voorwaarden :

1° voldoen aan de erkenningsvoorwaarden die in dit Wetboek vastliggen;

2° de gegevens voor de berekening van de in artikel 977 bedoelde tegemoetkomingen aan het "AWIPH" overleggen uiterlijk aan het einde van de maand na bedoeld kwartaal;

2° de aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid gerichte driemaandelijke aangiften en de eventuele rechtzettingen betreffende de stagiairs aan het "AWIPH" overleggen uiterlijk aan het einde van de maand na bedoeld kwartaal;

4° in geval van financiële tegemoetkoming van de Europese Unie, zich houden aan de Europese regels inzake subsidiabiliteit van de uitgaven, bekendmaking, bewaring en archiveren van de documenten;

5° de volgende stukken aan het "AWIPH" overleggen :

a) het dossier inzake financieel saldo dat bestemd is voor het Europees sociaal fonds, aangevuld overeenkomstig de richtlijnen van het "AWIPH", uiterlijk 31 maart van het jaar na elk werkingsjaar;

b) de individuele jaarrekeningen betreffende de personeelsleden en de stagiairs, uiterlijk 31 maart van het jaar na het werkingsjaar;

c) de aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid gerichte driemaandelijke aangiften en de eventuele rechtzettingen betreffende de personeelsleden, uiterlijk 31 maart van het jaar na het werkingsjaar.

§ 2. Het "AWIPH" kan de storting van de subsidies opschorten vanaf het kwartaal dat volgt op het kwartaal waarin is vastgesteld dat de in paragraaf 1 bedoelde verplichtingen niet werden nagekomen.

##### Onderafdeling 2. — Subsidies

Art. 958. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent het "AWIPH" jaarlijks aan elk centrum een werkingssubsidie die hoogstens overeenstemt met het urenquota dat hem krachtens zijn erkenning wordt toegekend, vermenigvuldigd met een percentage van 13,31 euro per erkend uur.

§ 2. Het uurpercentage wordt gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex en aan het spilindexcijfer 1,2201 van januari 2013, waarvan de coëfficiënt gelijk is aan 1,6084. Het bedrag wordt naar rato van de betrokken maanden automatisch aangepast de tweede maand na de overschrijding van de spilindex die als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

Art. 959. Een bedrag dat overeenstemt met minstens 70 % van de jaarlijkse werkingssubsidie wordt toegerekend aan de lasten van het personeel dat middels een arbeidsovereenkomst door het centrum wordt tewerkgesteld en aan het ereloon dat gestort wordt aan de externe dienstverleners waarop het centrum een beroep doet voor de uitvoering van administratieve, boekhoudkundige en onderhoudstaken.

Art. 960. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de jaarlijkse werkingssubsidie van elk centrum aangepast worden ter financiering van de verhogingen te wijten aan de evolutie van de geldelijke anciënniteit van hun omkaderingspersoneel als na afloop van de audit bedoeld in artikel 988 blijkt dat de jaarlijkse werkingssubsidie betreffende het boekjaar waarop de controle slaat, niet volstond voor de dekking van de netto werkingssuitgaven, excl. uitzonderlijke lasten en opbrengsten.

De jaarlijkse werkingssubsidie wordt aangepast na vermenigvuldiging met, enerzijds, het uitgavenpercentage dat het centrum tijdens bedoeld boekjaar bestemd heeft voor de financiering van de loonmassa, zonder evenwel negentig percent van de jaarlijkse werkingssubsidie te mogen overschrijden, en met, anderzijds, het percentage van de evolutie van de bruto loonschalen, excl. indexering van de bezoldigde personeelsleden tussen 1 januari en 31 december van bedoeld boekjaar.

De loonmassa bedoeld in het tweede lid bestaat uit de bruto bezoldigingen, de sociale lasten, de eindejaarpremies en het vakantiegeld, na aftrek van de tewerkstellingssteun die het centrum geniet.

Art. 961. De lasten gefinancierd via de jaarlijkse werkingssubsidie worden door het "AWIPH" toegelaten op basis van de beginselen inzake subsidiëerbaarheid van de lasten die in bijlage 92 vastliggen.

De lasten voor het personeel dat door het centrum wordt tewerkgesteld krachtens een arbeidsovereenkomst, zijn subsidiëerbaar op basis van de functies, profielen, kwalificaties en weddeschalen die in bijlage 90 vastliggen en krachtens de artikelen 911, § 2, 1385/4 en 1385/5.

Art. 962. De centra mogen de eventuele inkomsten uit hun productie-activiteiten voor hun maatschappelijk doel aanwenden, mits naleving van de beginselen van subsidiëerbaarheid van de lasten die in bijlage 92 vastliggen.

De opbrengsten uit de opleidingsactiviteit van de centra, waaronder de exploitatiesubsidies verleend door overheden, worden afgetrokken van de lasten die krachtens bijlage 92 als subsidiëerbaar verklaard worden door het "AWIPH" als de opbrengsten dezelfde lasten dekken als degene die krachtens dit Wetboek in aanmerking genomen worden.

Art. 963. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent het "AWIPH" een specifieke subsidie aan de centra krachtens de kaderovereenkomst van 16 mei 2000 voor de Waalse non-profit sector om de financiering van de uit bedoelde overeenkomst resulterende weddeschaalharmonisering te waarborgen.

§ 2. Het "AWIPH" verdeelt de subsidie onder de centra volgens onderstaande tabel :

Centrum	Subsidie (in euro)
Maison de Géronsart	9.767,23
CRT	0,00
CERAT	12.937,16
CFRP	17.292,97
Mosan	17.958,27
Plope	16.443,10
Famenne-Ardenne	2.335,33
Le Tilleul	6.105,72
Aurélié	8.548,16
Polybat	20.744,09
Camec	8.782,74
Espace Formation Emploi	9.333,39
Le Réseau	6.149,82
	136.397, 98

De bedragen worden gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex en aan het spilindexcijfer 0,9432 van juli 2000, waarvan de coëfficiënt gelijk is aan 1,2434. De bedragen worden naar rato van de betrokken maanden automatisch aangepast de tweede maand na de overschrijding van de spilindex die als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

§ 3. Het bedrag van de specifieke subsidie blijft ongewijzigd van jaar tot jaar, onder voorbehoud van een eventuele herverdeling van de subsidie bij een nieuwe erkenning of een wijziging van erkenning.

Art. 964. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent het "AWIPH", krachtens de op 28 februari 2007 gesloten kaderovereenkomst 2007-2009 voor de Waalse non-profit sector, aan de centra die onder bedoelde sector ressorteren naar rato van hun aantal erkende uren een specifieke subsidie ter financiering van een bijkomende compenserende indienstneming of van één of meer bijkomende uurroosters, in verband met de toekenning van bijkomende verlofdagen aan hun personeel.

§ 2. Het jaarlijkse bedrag van de subsidie bedoeld in paragraaf 1 is gelijk aan 80.114, 05 euro en is samengesteld als volgt :

1° een bedrag van 42.568, 68 euro, gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex en aan de spilindex 1,0834 van december 2007, waarvan de coëfficiënt gelijk is aan 1,4002;

2° een bedrag van 37.545, 37 euro, gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex en aan de spilindex 1,1272 van augustus 2008, waarvan de coëfficiënt gelijk is aan 1,4860.

De bedragen bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, worden naar rato van de betrokken maanden automatisch aangepast in de loop van de tweede maand na de overschrijding van de spilindex die als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

§ 3. Als het geheel van het in bijlage 91 bedoelde uurvolume niet toegekend wordt, wordt het gedeelte van het in paragraaf 2 bedoelde globale jaarlijkse bedrag betreffende de beschikbare uren voorbehouden aan de centra waaraan de erkend uren toegekend worden.

§ 4. De centra kunnen de verleende subsidies globaliseren zodat ze kunnen beschikken over voldoende werktijd met het oog op de werving van personeel dat bij één van die centra aangesteld wordt of dat instaat voor een functie gemeen aan het geheel van de centra die met de globalisering ingestemd hebben.

In het geval bedoeld in het eerste lid sluiten de betrokken centra een overeenkomst waarbij de subsidie overgedragen wordt. De overeenkomst wordt door het begunstigde centrum voor voorafgaande goedkeuring aan het "AWIPH" overgelegd en gevoegd bij het dossier waarin het gebruik van de subsidie gewettigd wordt.

Art. 965. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent het "AWIPH", krachtens de op 28 februari 2007 gesloten driedelige kaderovereenkomst 2007-2009 voor de Waalse non-profit sector, een jaarlijkse specifieke subsidie ter financiering van de vakbondspremies van de werknemers van de beroepsopleidingscentra die voor gesubsidieerde banen in aanmerking komen, met inbegrip van de banen APE, PTP et Maribel.

Voor de werknemers die al een vakbondspremie ontvangen, wordt de subsidie beperkt tot het verschil tussen de voorbestaande premie en de premie verleend aan de werknemers van het openbaar ambt, verhoogd met twee euro beheerskosten.

§ 2. De jaarlijkse subsidie bedraagt 2.883,12 euro.

§ 3. De subsidie wordt gestort aan de VZW « Fonds intersyndical des secteurs de la Région wallonne ».

§ 4. Alvorens de subsidie te storten gaat het "AWIPH", op basis van een vorderingsaangifte die vergezeld gaat van het afschrift van de bankoverschrijvingen, na of de premies door het Fonds zijn betaald.

De vorderingsaangifte en de desbetreffende bijlagen worden jaarlijks voor 1 september aan het "AWIPH" gericht, op straffe van onontvankelijkheid.

Art. 966. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent het "AWIPH" aan de centra een bijkomende subsidie voor de opleiding van hun werknemers krachtens de op 28 februari 2011 gesloten driedelige kaderovereenkomst 2007-2009 voor de Waalse non-profit sector.

De subsidie wordt bestemd voor :

1° de kwalificerende, classificerende en certificerende opleiding;

2° de voortgezette opleiding ten aanzien van de uitvoerende functie.

§ 2. De subsidie bedraagt 6.201 euro.

Het bedrag wordt gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex en aan het spilindexcijfer 114,97 van april 2011, waarvan de coëfficiënt gelijk is aan 1,5157. Het bedrag wordt naar rato van de betrokken maanden automatisch aangepast in de loop van de tweede maand na de overschrijding van de spilindex die als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

Het aan elk centrum te storten bedrag wordt bepaald naar gelang van het aantal erkende uren.

§ 4. De opleiding bedoeld in paragraaf 1 maakt deel uit van het opleidingsplan bedoeld in artikel 915.

De centra zorgen voor de vervanging van de werknemer in opleiding.

Art. 967. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent het "AWIPH" aan de centra, krachtens de op 24 februari 2011 gesloten driedelige kaderovereenkomst 2010-2011 voor de Waalse non-profit sector, een bijkomende subsidie zodat ze een eindejaarspremiëtoeslag aan hun werknemers kunnen verlenen, inclusief werknemersbijdragen.

De subsidie bedraagt 23.992 euro.

Het bedrag wordt gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex en aan het spilindexcijfer 114,97 van april 2011, waarvan de coëfficiënt gelijk is aan 1,5157. Het bedrag wordt naar rato van de betrokken maanden automatisch aangepast in de loop van de tweede maand na de overschrijding van de spilindex die als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

Het aan elk centrum te storten bedrag wordt bepaald naar gelang van het aantal voltijds equivalent werknemers van elk centrum, vastgelegd op 31 december van het vorige boekjaar.

Art. 968. Binnen de perken van de beschikbare kredieten verleent het "AWIPH" jaarlijks aan elk centrum een infrastructuursubsidie die gelijk is aan hoogstens het urenquota dat hem krachtens zijn erkenning wordt toegekend, vermenigvuldigd met een bedrag van 0,26 euro per erkend uur.

Art. 969. § 1. De volgende investeringen kunnen het voorwerp uitmaken van een infrastructuursubsidie:

- 1° de aankoop van grond;
- 2° de aankoop van een gebouw, met inbegrip van de nodige grond voor de werking van het centrum;
- 3° de bouw van een gebouw;
- 4° de inrichting van een gebouw;
- 5° de aankoop van uitrustingen zoals machines, meubilair en materiaal, waarvan de koopprijs hoger is dan vijfhonderd euro, excl. btw;
- 6° de aankoop van een voertuig dat noodzakelijk is voor de werking van het centrum, met uitzondering van de functievoertuigen;
- 7° wat het kapitaal betreft, de terugbetaling van een lening aangegaan door het centrum in het kader van één van de investeringen bedoeld onder 1° tot 6°, voor zover de koopprijs ervan hoger is dan vijftigduizend euro, excl. btw.

§ 2. De aankoop van uitrustingen kan het voorwerp uitmaken van bestellingen per partij.

Onder partijen wordt verstaan :

- 1° het geheel van de uitrustingsgoederen die voor hetzelfde gebruik bestemd zijn en het voorwerp hebben uitgemaakt van een eenmalige en globale bestelling;
- 2° het geheel van de uitrustingsgoederen die nodig zijn voor de vlotte werking van één van hen;
- 3° een globale bestelling van roerende goederen die één enkel functioneel geheel vormen.

Art. 970. De subsidie kan verleend worden voor :

- 1° het bedrag van de investering in de bouw van een gebouw, de inrichting van een gebouw, de aankoop van een uitrusting en de aankoop van een voertuig, verhoogd met de belasting op de toegevoegde waarde voor de centra die er niet aan onderworpen zijn;
- 2° het bedrag van de investering voor de aankoop van grond en de aankoop van een gebouw, verhoogd met de belasting op de toegevoegde waarde, de kosten van de notariële akte en de registratierechten, waarbij het aankoopbedrag niet hoger mag zijn dan de waarde geraamd door het Comité voor de aankoop van gebouwen of door de bevoegde ontvanger van de registratie;
- 3° de kosten van het ereloon van de architect.

Als het aankoopbedrag hoger is dan de geraamde waarde, stemt het investeringsbedrag overeen met genoemde waarde, verhoogd met de aktekosten die verminderd worden naar rato van de verhouding tussen het aankoopbedrag en de geraamde waarde.

Art. 971. De subsidie wordt onder de volgende voorwaarden :

- 1° het centrum verzekert het geheel van de onroerende goederen en van de uitrusting tegen brand, daarmee samenhangende risico's en diefstal, alsook de machines tegen braakrisico en diefstal;
- 2° de investeringen hebben een rechtstreeks en exclusief verband met de opleiding waarvoor het centrum erkend is en gesubsidieerd wordt krachtens dit hoofdstuk.

De investeringen bedoeld in het eerste lid, 2°, mogen geen weelde- of prestige karakter hebben.

Art. 972. De subsidie stemt overeen met tachtig percent van het investeringsbedrag, berekend volgens de bepalingen van artikel 970.

Art. 973. In de loop van het eerste kwartaal van elk boekjaar stort het "AWIPH" het maximaal jaarlijks bedrag op een door het centrum geopende financiële rekening die uitsluitend bestemd is voor verrichtingen i.v.m. de krachtens dit hoofdstuk gesubsidieerde investeringen.

Art. 974. Het centrum dat het voor één boekjaar gestorte maximaal jaarlijks bedrag niet helemaal gebruikt, kan het saldo ervan naar de volgende boekjaren overdragen, ondanks de subsidie waarop het voor de volgende boekjaren aanspraak kan maken.

Art. 975. § 1. Na afloop van elke periode van vijf jaar gaat het "AWIPH" over tot de eventuele invordering van het saldo van de rekening bedoeld in artikel 973.

In afwijking van het eerste lid wordt de vervaldatum van de eerste periode vastgelegd op 31 december 2017.

§ 2. Het bedrag van de subsidie betreffende een investering die om een reden waarmee het centrum niets te maken heeft niet verricht werd aan het einde van de periode bedoeld in paragraaf 1 wordt evenwel niet ingevorderd. Het centrum levert het bewijs daarvan voor het einde van het vijfde jaar.

Als de investering nog steeds niet verricht is in de loop van het volgende jaar, wordt het bedrag ingevorderd aan het einde van dat jaar.

§ 3. De jaarlijkse interesten voortgebracht door de rekening bedoeld in artikel 973 worden afgetrokken van de lasten die krachtens bijlage 92 subsidieerbaar verklaard worden door het "AWIPH".



Art. 976. § 1. Als het centrum de bestemming van de gesubsidieerde goederen verandert of wijzigt zonder voorafgaande toestemming van het "AWIPH", betaalt het het totaalbedrag van de ontvangen subsidie terug.

§ 2. Als de bestemming van een gesubsidieerd goed veranderd of gewijzigd mag worden, betaalt het centrum het niet-afgeloste gedeelte van de subsidie aan het "AWIPH" terug of, in geval van verkoop, tachtig van de verkoopprijs met, maximum, het bedrag van de ontvangen subsidie en, minimum, het niet-afgeloste gedeelte ervan.

§ 3. Het centrum gaat niet over tot de terugbetaling bedoeld in paragraaf 2 als het overeenstemmende bedrag opnieuw bestemd wordt voor de financiering van een vervangingsinvestering of een investering in het kader van een herschikking, omschakeling of herstructurering van het centrum. De investering valt onder de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk.

§ 4. Het bedrag bedoeld in paragraaf 3 wordt opnieuw bestemd binnen een termijn van één jaar, die ingaat op de datum van verandering of wijziging van bestemming bedoeld in paragraaf 2.

De termijn kan verlengd worden op gemotiveerd verzoek van het centrum.

Art. 977. Binnen de perken van de beschikbare kredieten betaalt het centrum de stagiair gedurende zijn socioprofessioneel inschakelingsproces :

1° de uurvergoedingen bedoeld in artikel 978;

2° de reis- en verblijfkosten bedoeld in artikel 982;

3° de kosten voor schooloppassing en opvangmilieu bedoeld in artikel 983.

Art. 978. § 1. De uurvergoedingen bedragen :

1° 2,07 euro als de stagiair in aanmerking komt voor één van de wettelijke of reglementaire tegemoetkomingen bedoeld in artikel 979;

2° 4,86 euro als de stagiair niet in aanmerking komt voor één van de wettelijke of reglementaire tegemoetkomingen bedoeld in artikel 979.

De bedragen worden gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex en aan het spilindexcijfer 1,2201 van januari 2013, waarvan de coëfficiënt gelijk is aan 1,6084. De bedragen worden naar rato van de betrokken maanden automatisch aangepast de tweede maand na de overschrijding van de spilindex die als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt.

Art. 979. § 1<sup>er</sup>. De wettelijke en reglementaire tegemoetkomingen bedoeld in artikel 978 zijn :

1° de pensioenen, alsmede alle plaatsvervangende voordelen dan wel de voordelen die als aanvulling worden toegekend :

a) hetzij bij of krachtens een Belgische of een buitenlandse wet;

b) hetzij door een overheid of een instelling van openbaar nut.

2° de vergoedingen, toelagen en lijfrenten die toegekend worden aan slachtoffers van arbeidsongevallen of beroepsziekten, krachtens de wetgeving betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen of krachtens de wetgeving betreffende de schadevergoeding voor beroepsziekten en de voorkoming ervan;

3° de vergoedingen die toegekend worden aan een gehandicapte persoon die het slachtoffer is van een ongeval, krachtens de artikelen 1382 en volgende van het Burgerlijk Wetboek, of krachtens elke andere gelijksoortige buitenlandse wetgeving;

4° de uitkeringen voor arbeidsongeschiktheid, toegekend krachtens de wetgeving betreffende de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering;

5° de werkloosheidsuitkeringen die toegekend worden krachtens de reglementering betreffende de tewerkstelling en de werkloosheid;

6° de inkomensvervangende toelagen die toegekend worden in toepassing van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, of de gewone en bijzondere tegemoetkomingen die toegekend worden in toepassing van het koninklijk besluit van 17 november 1969 houdende algemeen reglement betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder-validen;

7° de belastbare beroepsinkomsten.

Indien de bijdrage bedoeld in het eerste lid, 2°, uitbetaald wordt in de vorm van kapitaal of van terugkoopwaarde wordt artikel 30 van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten toegepast.

§ 2. Er wordt in geen enkel geval rekening gehouden met de wettelijke of reglementaire tegemoetkomingen verleend als kinderbijslag, als integratietoelage overeenkomstig voornoemde wet van 27 februari 1987 of als schadevergoeding voor de hulp van een derde overeenkomstig het koninklijk besluit van 17 november 1969 houdende algemeen reglement betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de mindervaliden, of als forfaitaire uitkering voor de hulp van een derde persoon overeenkomstig het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet van 14 juli 1994 betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

Art. 980. Het centrum betaalt de vergoedingen bedoeld in artikel 978 op regelmatige tijdstippen en om hoogstens een maand.

Art. 981. De door de stagiair verschuldigde sociale zekerheidsbijdragen worden afgehouden van de vergoeding bedoeld in artikel 978 en door het centrum aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid gestort.

De door het centrum verschuldigde sociale zekerheidsbijdragen worden door hem aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid gestort in het kader van de bijscholingsovereenkomst.

Het centrum richt aan het "AWIPH" een driemaandelijke staat van de werkgeversbijdragen inzake de sociale zekerheid die het aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid gestort heeft.

Art. 982. De tegemoetkoming in de reis- en verblijfkosten van de stagiair wordt hem verleend overeenkomstig de artikelen 1161 tot 1171.

Art. 983. De tegemoetkoming in de schooloppassingskosten van de stagiair en in zijn kosten betreffende het opvangmilieu erkend of vergund door de "Office de la Naissance et de l'Enfance" wordt hem verleend ten belope van de volgende maximumbedragen:

1° een bedrag van 2 euro voor schooloppassingskosten per kind en per dag;

2° een bedrag van 4 euro voor opvangmilieukosten per kind en per dag.

Art. 984. Het centrum betaalt voor het geheel van de stagiairs :

1° de premie betreffende de wettelijke verzekering tegen arbeidsongevallen en ongevallen op weg naar het werk;

2° de kosten betreffende preventie en arbeidsbescherming.

Art. 985. Het "AWIPH" betaalt aan het begin van elk kwartaal 25 % van het jaarlijkse bedrag van de subsidies bedoeld in artikel 958.

Art. 986. § 1. Het "AWIPH" stort aan het begin van elk kwartaal 25 % van het jaarlijkse bedrag van de volgende subsidies en gaat tijdens het volgende kwartaal tot de regularisaties over op basis van de staten van de dienstverleningen van bedoeld kwartaal:

- 1° de vergoedingen bedoeld in artikel 978;
- 2° de werkgeversbijdragen in de sociale zekerheid bedoeld in artikel 981;
- 3° de reis- en verblijfskosten bedoeld in artikel 982.

§ 2. Het "AWIPH" betaalt de volgende kosten aan het centrum terug:

- 1° de kosten inzake schooloppassing en opvangmilieu bedoeld in artikel 983;
- 2° de kosten bedoeld in artikel 984.

§ 3. De kosten bedoeld in de paragrafen 1 en 2 worden door het "AWIPH" ten laste genomen op basis van bewijsstukken waarvan het de inhoud bepaalt.

Art. 987. Als het socioprofessioneel inschakelingsproces van de stagiair overeenstemt met een omscholingsprogramma waartoe besloten wordt door de Hoge commissie van de geneeskundige raad van de dienst vergoedingen van het RIZIV of dat uitgevoerd wordt in het kader van de samenwerkingsovereenkomst van 15 januari 2013 tussen het RIZIV, de verzekeringsinstellingen, het "AWIPH" en de "FOREM", kan de stagiair geen aanspraak maken op de voordelen bedoeld in de artikelen 978, 982 en 983.

Als de stagiair evenwel aanspraak kan maken op een tegemoetkoming in zijn reiskosten door gebruik te maken van een privé voertuig, neemt het "AWIPH" het positieve verschil tussen zijn theoretische tegemoetkoming en die van het RIZIV voor zijn rekening.

Art. 988. Elk jaar voert het "AWIPH" een audit over de regelmatigheid van de rekeningen en de financiële prestatie van de centra, alsook een controle op het goede gebruik van de subsidies die hen krachtens dit Wetboek verleend werden.

Het "AWIPH" richt een uitvoerig rapport aan het centrum.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, wordt het gebruik van de infrastructuursubsidies gecontroleerd aan het einde van elke periode van vijf jaar, met uitzondering van de eerste periode, waarvan de vervaldatum op 31 december 2017 vastgelegd is.

§ 3. Het "AWIPH" vordert jaarlijks het eventueel niet opgebruikte gedeelte van de subsidies in, behalve wat betreft de infrastructuursubsidies, overeenkomstig artikel 975.

#### *Afdeling 6. — Controle en evaluatie*

Art. 989. Het "AWIPH" wordt belast met de volgende taken:

- 1° overgaan tot de evaluatie bedoeld in artikel 926, § 2;
- 2° ervoor zorgen dat er een pedagogische cultuur eigen aan de gehandicapte persoon ontstaat die door alle centra gedeeld wordt;
- 3° de actie van de verschillende pedagogische coördinatoren van de centra coördineren.

Art. 990. De Minister belast de administrateur-generaal van het "AWIPH" ermee haar om de zes jaar een evaluatie in verband met de toepassing van dit hoofdstuk over te leggen.

#### *HOOFDSTUK 3. — Overgangsbepalingen*

**Art. 4.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met de artikelen 1385/1 tot 1385/5, luidend als volgt:

« Art. 1385/1. De centra bedoeld in Hoofdstuk III van Titel IX van Boek V van het Tweede deel van dit Wetboek die erkend zijn op de datum van voornoemd hoofdstuk worden erkend voor een onbepaalde duur.

Art. 1385/2. De centra bedoeld in artikel 1385/1 beschikken over een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de datum bedoeld in artikel 1385/1, om een pedagogisch project conform de bepalingen van artikel 914 aan het "AWIPH" over te maken.

Art. 1385/3. De stagiairs die op de in artikel 1385/1 bedoelde datum een opleidingsovereenkomst bedoeld in Hoofdstuk III van Titel IX van Boek V van het Tweede deel van dit Wetboek hebben gesloten, blijven tot de vervaldatum van hun contract vergoedingen ontvangen die berekend worden volgens de bepalingen van de artikelen 956 tot 963 van het Wetboek in de versie bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 augustus 2013.

Art. 1385/4. De lasten betreffende de weddeschalen van de directeurs op de datum bedoeld in artikel 1385/1 worden geacht subsidieerbaar te zijn.

Art. 1385/5. De lasten betreffende de pedagogische coördinatoren in dienst genomen op de datum bedoeld in artikel 1385/1 komen in aanmerking voor trap 5 van de geldende collectieve arbeidsovereenkomst die op de sector toepasselijk is. ».

#### *HOOFDSTUK IV. — Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 5.** Artikel 24bis van bijlage 43 bij hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

**Art. 6.** De bijlagen 90 tot 92 bij hetzelfde Wetboek worden vervangen door de bijlagen 1 tot 3 bij dit besluit.

**Art. 7.** De bijlagen 93 en 94 bij hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

**Art. 8.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2014.

**Art. 9.** De Minister bevoegd voor het gehandicaptenbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 1

Bijlage 90

**Functies, profielen, kwalificaties en weddeschalen van het personeel****1. Interieurverzorger.****Functiebeschrijving :**

Schoonmaken van de lokalen en de uitrusting

Beheer van de onderhoudsproducten

**Profiel :**

Vermogen om de hygiëne- en veiligheidsregels i.v.m. de functie toe te passen

Vermogen om zich aan te passen aan en zich te integreren in een team

Vermogen om zijn werk te organiseren

Een gepaste houding aannemen ten overstaan van de gehandicapte personen

Blijk geven van professionele deontologie

**Minimaal vereiste kwalificaties :** Basiskennis wat lezen en rekenen betreft**Weddeschaal :** trap 1 van de collectieve overeenkomst**2. Polyvalent arbeider****Functiebeschrijving :**

Onderhoud van gebouwen en lokalen

Onderhoud van het klein materiaal en opvolging van het eventuele wagenpark

Toepassing van de naleving van de normen (met name inzake veiligheid en hygiëne)

Actieve deelname aan de doelstellingen van het centrum

Vervoer van personen en goederen

**Profiel :**

Vermogen om zich aan te passen aan en zich te integreren in een team

Rijbewijs C en/of D (indien vereist door wagenpark)

Verantwoordelijkheidszin, autonomie en vermogen om initiatieven te nemen

Een gepaste houding aannemen ten overstaan van de gehandicapte personen

Blijk geven van professionele deontologie

**Minimaal vereiste kwalificaties :**

Getuigschrift secundair onderwijs tweede graad (CESDD)

**Weddeschaal :** trap 2 van de collectieve overeenkomst**3. Administratief assistent****Functiebeschrijving :**

Lopende administratieve taken :

Onthaal, telefoon, klassering

Briewisseling sorteren, opstellen en verzenden

Algemene administratie

Beheer kantoorbenodigdheden

Beheer van dossiers

Beheer van de agenda

**Profiel :**

Vermogen om zich aan te passen aan en zich te integreren in een team

Polyvalentie

Verantwoordelijkheidszin

Kennis van de gebruikelijke software

Zin voor organisatie, stiptheid

Blijk geven van professionele deontologie

Vormingsvermogen (software, wetgeving,...)

Openheid tegenover de problemen van in moeilijkheden verkerende doelgroepen en kennis van de gehandicaptenwereld

**Minimaal vereiste kwalificaties :**

- Getuigschrift Hoger secundair onderwijs (CESS)

- Getuigschrift Lager secundair onderwijs (CESI) of Getuigschrift secundair onderwijs tweede graad (CESDD) + 3 jaar nuttige ervaring

- 6 jaar nuttige ervaring

**Weddeschaal :** trap 3 van de collectieve overeenkomst**4. Technicus****Functiebeschrijving :**

Beheer van het machinespark

- Installatie

- Onderhoud

- Herstel

« Administratief » beheer van genoemd park

- Inventaris
- Vervanging
- Programmatie

**Profiel :**

Vermogen om zich aan te passen aan en zich te integreren in een team

Rijbewijs C en/of D (als het voertuigenpark het rechtvaardigt)

Verantwoordelijkheidszin, autonomie en vermogen om initiatieven te nemen

Zich op gepaste wijze gedragen ten opzichte van de gehandicapte personen

Blijk geven van professionele deontologie

**Minimaal vereiste kwalificaties :**

Diploma van het niet universitair hoger onderwijs

**Weddeschaal :** trap 4.1 van de collectieve overeenkomst

**5. Boekhouder**

**Functiebeschrijving :**

Beheer van de voorraden

Opvolging en afhandeling verrichtingen (bank, kassa, allerlei verrichtingen, facturen...) van de Algemene Boekhouding (nazicht, aanrekening, invoeren, balans, eindbalans, resultatenrekening)

Analytische boekhouding

Balans, resultatenrekening van de VZW

**Profiel :**

Vermogen om zich aan een ploeg aan te passen en om er zich in te integreren

Polyvalentie

Verantwoordelijkheidszin

Kennis van de gebruikelijke software

Organisatievermogen, stiptheid

Blijk geven van professionele deontologie

Beroepsethiek vormingsvermogen (software, wetgeving,...)

Openheid tegenover de problemen van in moeilijkheden verkerende doelgroepen en kennis van de gehandicaptenwereld Blijk geven van professionele deontologie

**Minimaal vereiste kwalificaties :**

Diploma van het niet universitair hoger onderwijs inzake boekhouding

**Weddeschaal :** trap 4.1 van de collectieve overeenkomst

**Bestuurssecretaris**

**Functiebeschrijving :**

Lopende boekhouding van het centrum

- Opvolging en behandeling van het geheel van de verrichtingen

- Verificatie, aanrekening, codering, balans,...

- Balans en resultatenrekening van de VZW in samenwerking met de externe boekhouddienst

Berekening van de lonen van de stagiairs, uitkeringen, reiskosten

Vorbereiding van de vergaderingen en de dossiers

Verzameling van de gegevens voor het "AWIPH", het sociaal secretariaat,...

Opvolging van de administratieve dossiers

**Profiel :**

Vermogen om zich aan een ploeg aan te passen en om er zich in te integreren

Polyvalentie

Verantwoordelijkheidszin

Kennis van de gebruikelijke software

Organisatievermogen, stiptheid

Blijk geven van professionele deontologie

Vormingsvermogen (software, wetgeving,...)

Openheid tegenover de problemen van in moeilijkheden verkerende doelgroepen en kennis van de gehandicaptenwereld

**Kwalificatie :**

Diploma van het niet universitair hoger onderwijs inzake directiesecretariaat/administratie

**Weddeschaal :** trap 4.1 van de collectieve overeenkomst

**7. Opleider**

**Functiebeschrijving :**

Aanleren knowhow en attitudes :

- De stagiair voorbereiden met het oog op aanleren beroepsattitudes Pedagogische animatie van gehandicapte personen :

- Uitwerken van de inhoud van de opleiding.

- Inhoud van de opleiding aanpassen aan evolutie van de techniek en van de arbeidsmarkt.

- Deelname aan uitwerking en evolutie van evaluatie-instrumenten.

- Opleiding aanpassen aan stagiair en aan diens project.

- Deelname aan globale evaluatie van de stagiair (tegenover diens gezamenlijk programma).

- Aanpassing programma en methode op grond van de evaluaties.
- Deelname aan waarneming en oriëntatie van de kandidaat-stagiair.

Contact buitenwereld :

- Opvolging stagiair in bedrijven en diens vooruitgang evalueren.
- Deelname aan zoektocht naar bedrijfsopleidingen.
- Organisatie bedrijfsbezoeken en andere bezoeken ivm opleiding.

Deelname aan werking van het centrum :

- Pedagogische opvolging stagiair onder omscholingsovereenkomst.
- Voorraadbeheer van materiaal nodig voor opleiding.
- Opvolging bestellingen.
- Deelname aan sociale integratie en inschakeling stagiair in beroepsleven.

**Profiel :**

Openheid tegenover de problemen van in moeilijkheden verkerende doelgroepen en kennis van de gehandicaptenwereld

Beheersing van de onderwezen stof Vermogen om een gedifferentieerde pedagogie toe te passen (opleiding of geïndividualiseerd of in groepjes)

Teamworkbereidheid

Zelfstandigheid - verantwoordelijkheid.

Aanpassingsvermogen.

Beroepsethiek

**Minimaal vereiste kwalificaties :**

- Diploma van het niet universitair hoger onderwijs in de finaliteit of diploma van het niet universitair hoger onderwijs + 2 jaar nuttige ervaring
- Getuigschrift van het Hoger secundair onderwijs (CESS) + 3 jaar nuttige ervaring
- Kwalificatiegetuigschrift zevende jaar (CQ7) + 3 jaar nuttige ervaring
- Getuigschrift secundair onderwijs tweede graad (CESDD) + 6 jaar nuttige ervaring

**Weddeschaal :**

- trap 4.1 van de collectieve overeenkomst;
- trap 4.2 als de opleider houder is van een universitair diploma i.v.m. de functie.

**8. Personeelslid bevoegd voor beroepsintegratie.**

**Functiebeschrijving :**

Contact buitenwereld :

- Beheer overeenkomsten ivm bedrijfsopleidingen
- Bevordering tewerkstellingstegemoetkomingen bij bedrijven- Zoeken naar partnerbedrijven en toegang tot betrekkingen
- Bemiddeling stageplaatsen
- Samenwerking met arbeidsbemiddelingsinstellingen
- Begeleiding stagiairs in hun zoektocht naar werk en hun sociale integratie en hun inschakeling op de arbeidsmarkt

Deelname aan werking van het centrum :

- Werkagenda trajecten opleiding-inschakeling
- Uitwerking met stagiair van realistisch beroepsproject (samen met het team)
- Voorbereiding stagiairs bij zoeken naar werk
- Informatieverlening aan het centrum over evolutie beroepen

**Profiel :**

Openheid tegenover de problemen van in moeilijkheden verkerende doelgroepen en kennis van de gehandicaptenwereld

Vaardigheden als werker, bemiddelaar en onderhandelaar

Beheer gesprekstechnieken

Zin voor organisatie

Kennis marketing, arbeidsleer

Vermogen om een grote hoeveelheid informatie te verwerken (meer bepaald van juridische en maatschappelijke aard), om ze af te handelen en naar de verschillende doelgroepen toe te hertalen

Beroepservaring hebben (kennis bedrijfswereld)

Commercieel aangelegd zijn

Aanpasbaarheid en beschikbaarheid

Beroepsethiek

Ervaring handel

**Minimaal vereiste kwalificaties :**

Diploma van het niet universitair hoger onderwijs

**Weddeschaal :**

- trap 4.1 van de collectieve overeenkomst
- trap 4.2 als het personeelslid bevoegd voor beroepsintegratie houder is van een universitair diploma i.v.m. de functie.

**9. Maatschappelijk assistent****Functiebeschrijving :**

Informatieverlening aan de diensten die in contact staan met gehandicapte doelgroepen over opleidingsaanbod en toegangsvoorwaarden Centrum

Deelname aan oriëntatie en interne selectie kandidaat-stagiairs

Maatschappelijke en gezinsopvolging stagiairs

Opvolging van de evolutie van de stagiair in opleiding (op maatschappelijk vlak)

Verbinding met het gewestelijk bureau AWIPH in het kader van de aanvragen voor opleidingen (formulier voor indiening aanvraag, contract,...)

Sensibilisering van het team voor behoeften gehandicapte personen

Informatieverlening aan stagiairs over rechten en plichten en meer in het bijzonder in hun hoedanigheid van gehandicapte personen

Toegang van de gehandicapte personen tot deze rechten vergemakkelijken

Begeleiding stagiair bij instellingen of personen "buitenwereld" (FOREm, huisvesting,...)

De integratie van de stagiair in het CFP vergemakkelijken

De betrekkingen tussen de stagiairs onderling en tussen stagiairs en teamleden vergemakkelijken

Af en toe pedagogisch inspringen (sociale wetgeving,...)

**Profiel :**

Juridische en sociale vaardigheden

Luisterbereidheid

Groepswerking

Bemiddelingsbekwaamheden

Openheid tegenover de problemen van in moeilijkheden verkerende doelgroepen en kennis van de gehandicaptenwereld

**Beroepsethiek**

**Minimaal vereiste kwalificaties :** Diploma van het niet universitair hoger onderwijs

- trap 4.1 van de collectieve overeenkomst

- trap 4.2 als de maatschappelijk assistent houder is van een universitair diploma i.v.m. de functie.

**10. Personeelslid bevoegd voor begeleiding en oriëntering****Functiebeschrijving :**

Het personeelslid bevoegd voor begeleiding en oriëntering werkt mee aan de elaboratie of de consolidering van een project inzake sociale integratie en inschakeling op de arbeidsmarkt :

Werkt mee aan het oriënteringsproces stroomopwaarts de opleiding.

Maakt een balans van de vaardigheden, analyseert de verwachtingen, evalueert de verworvenheden, niveaus en potentialiteiten.

Maakt kennis met de stagiairs (oor hebben voor een verzoek, waarnemen, analyseren, informatie uitwisselen met andere partners, onderhoud...).

Geeft advies, werkt mee aan de uitstippeling van het opleidingstraject, identificeert de prestaties waar de persoon naartoe geleid moet worden en oriënteert naar die voorzieningen.

**Profiel :**

Openheid tegenover de problemen van in moeilijkheden verkerende doelgroepen en kennis van de gehandicaptenwereld

Vermogen om de aard van de behoefte te analyseren en om een diagnose van de stand van zaken op te maken.

Vermogen om een tussenkomstmethodologie te bedenken, kennis van de groepstechnieken en pedagogische aanpaktechnieken.

Vermogen om evaluatie-instrumenten te kiezen, aan te passen of tot stand te brengen.

Vermogen om de motivatie, de potentialiteiten, de leercapaciteiten te evalueren.

Vermogen om binnen een pluridisciplinaire ploeg te werken.

Vermogen om zijn praktijk te controleren en te verrijken (lectuur, voortgezette opleiding, onderzoek,...).

Beroepsethiek.

**Minimaal vereiste kwalificaties :**

Diploma van het niet universitair hoger onderwijs i.v.m. de functie.

**Weddeschaal :**

- trap 4.1 van de collectieve overeenkomst

- trap 4.2 als het personeelslid bevoegd voor begeleiding en oriëntering houder is van een universitair diploma i.v.m. de functie.

**11. Pedagogisch coördinator****Functiebeschrijving :**

Vormgeving, uitwerking van en toezicht op de uitvoering van het pedagogisch project

Totstandbrenging stelsels aangepast aan de oriënteringen en aan de te halen doelstellingen

Uitwerking en organisatie van de opleidingsprogramma's in overleg met de pedagogische raad

Coördinatie van de werkzaamheden van de pedagogische raad

Nagaan of de opleiding van de stagiairs met de operationele doelstellingen strookt

Verantwoordelijk voor de uitvoering van het plan inzake voortgezette opleiding in overleg met de pedagogische raad

Een gemeenschappelijk beleid op het vlak van beroepsopleiding uitwerken met het "AWIPH" en de pedagogische coördinatoren van alle centra

**Profiel :**

Bekwaam zijn om nauwkeurige methodologische processen toe te passen

Bekwaam zijn om vooruit te lopen op toepassingen

Bekwaam zijn om informatie te analyseren en samen te vatten

Bekwaam zijn om gegevens te conceptualiseren

Bekwaam zijn om organisatiewijzen te bedenken

Bekwaam zijn om keuzes te maken Openheid tegenover de problemen van in moeilijkheden verke-  
rende doelgroepen en kennis van de gehandicaptenwereld Beroepsethiek

**Minimaal vereiste kwalificaties :**

Diploma van het niet universitair onderwijs met pedagogische, psychologische of psychopedagogische richting

**Weddeschaal :**

trap 5 van de collectieve overeenkomst

**12. Directiepersoneel**

**Functiebeschrijving :**

Pedagogische bezieling van het centrum, inclus de pedagogische coördinatie, behalve als ze gedelegeerd wordt.

Directie en verantwoordelijkheid dagelijks, administratief, financieel beheer en menselijke hulpbronnen

Contact buitenwereld

Verantwoordelijk tegenover machten en overheden (inrichtende macht, subsidiërende overheid)

Studie en prospectie

**Profiel :**

Bekwaamheden leiding en beheer (bestuurszaken, boekhouding, menselijke hulpbronnen)

Basiskennis t.o.v. georganiseerde einddoelen Pedagogische vaardigheden.

Openheid tegenover de problemen van in moeilijkheden verkeerde doelgroepen en kennis van de gehandicap-  
tenwereld

Beroepsethiek

**Minimaal vereiste kwalificaties :**

- Universitair diploma

- Diploma van het niet universitair hoger onderwijs + drie jaar nuttige ervaring, met één van de luiken van de  
functiebeschrijving

**Weddeschaal :** trap 6 van de collectieve overeenkomst

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van sommige  
bepalingen van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX,  
Hoofdstuk III, betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 2

BIJLAGE 91

**Aantal uren bedoeld in artikel 924**

CFP	Aantal uren
La Maison de Géronsart	69.003
Centre de réadaptation au travail	91.533
Cerat	53.137
Cfrp-Prorienta	86.790
Mosan	43.703
Le Plope	99.657
Famenne-Ardenne	40.000
Le Tilleul	52.394
Aurelie	59.358
Polybat	64.398
Camec	41.654
Espace Formation	53.705
Le Réseau	68.026
	823.358

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van sommige  
bepalingen van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX,  
Hoofdstuk III, betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

## Bijlage 3

## BIJLAGE 92

Beginselen op basis waarvan de in de artikelen 961 en 975, § 3, bedoelde lasten in aanmerking worden genomen

1. De lasten worden geacht ontoelaatbaar te zijn als de hierna vermelde algemene beginselen niet worden nageleefd :

- de lasten dienen rechtstreeks verband te houden met de opleiding waarvoor het centrum is erkend en wordt gesubsidieerd in functie van dit besluit;
- zij dienen redelijk te zijn tegenover de opleidingsbehoeften;
- zij dienen in de boekhouding te worden opgenomen mits naleving van de beginselen van de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en de uitvoeringsbesluiten ervan;
- ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Meer bepaald de vzw's verbonden in de zin van artikel 19, § 1, 4<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen, vormen derden onder elkaar voor zover hun respectieve boekhoudingen op geldige wijze gecontroleerd kunnen worden.
- zij mogen niet betrekking hebben op forfaitaire sommen, buiten de sommen die verantwoord zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;
- zij dienen in voorkomend geval voort te vloeien uit de aanrekening die wordt doorgevoerd vanuit een verdeelsleutel die beantwoordt aan objectieve, realistische en concrete criteria;
- ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van het centrum, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van het centrum geen functie van directeur of bestuurder bekleden. In het tegenovergestelde geval moet het afdoend karakter van de lasten door het « AWIPH » kunnen worden vastgesteld;
- ze mogen niet betrekking hebben op extra-wettelijke voordelen;
- ze moeten betrekking hebben op opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten gegund overeenkomstig de wetgeving en de regelgeving op de overheidsopdrachten.

2. Als de weigering van een last die bij het Europees Sociaal Fonds is aangegeven, het gevolg is van een fout, een nalatigheid of een verzuim van het centrum, wordt de last ook verklaard als niet subsidieerbaar door het "AWIPH".

3. De volgende lasten worden als niet in aanmerking komend beschouwd :

3.1 in de rekeningen 60 het aandeel van de bestedingen voor aankopen en goederen uitsluitend aangerekend op de productieactiviteiten van het centrum.

3.2 in de rekeningen 61

- het aandeel van de uitgaven voor dienstverlening en allerlei goeden uitsluitend aangerekend op de productieactiviteiten van het centrum;
- het deel van de reiskosten van het centrum dat hoger is dan het percentage voorzien voor het personeel van het Gewest krachtens de Waalse Ambtenarencode.
- de investeringswaarden van meer dan 247,89 euro, excl. btw, toegerekend als last op één enkel boekjaar;
- de erelonen met betrekking tot de aanwending van extern personeel in het kader van een onderaanneming of van een oproep tot hulppersoneel, niet bedoeld in bijlage 90, noch in artikel 911, § 2;
- de vertegenwoordigingskosten die niet rechtstreeks verband houden met de activiteit van het centrum;
- de restaurantstroken waarop de naam, de hoedanigheid van de gasten en het doel van de vergadering niet worden vermeld;
- de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract.

3.3 in de rekeningen 62

- de loonlasten en de werkgeversbijdragen betreffende het interne personeel, niet bedoeld in bijlage 90, noch in de artikelen 911, § 2, 1384/7 en 1384/8;
- de loonlasten en de werkgeversbijdragen betreffende weddeschalen hoger dan die vastgelegd bij artikel 13 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 september 2002 betreffende de classificatie van de functies en de bezoldigingsvoorwaarden voor de sectoren van de paritaire commissie voor de sociaal-culturele sector die onder het Waalse Gewest ressorteert, dwingend gemaakt bij het koninklijk besluit van 24 augustus 2005 en in de versie bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 november 2005;
- de loonlasten en de werkgeversbijdragen betreffende een anciënniteit berekend d.m.v. een andere berekeningsmethode dan die vastgelegd bij artikel 17 van voornoemde collectieve overeenkomst;
- de werkgeverspremies voor extrawettelijke verzekeringen;
- de dotaties en aanwendingen van provisie voor vakantiegeld en vertrekpremies;
- de vakbondspremies;
- de extrawettelijke voordelen toegekend aan de werknemers en aan de stagiairs;
- de verbrekingsvergoedingen, behalve die betreffende het lid (de leden) van de directie, de opleiders en elk ander personeelslid in geval van invoering van het omscholingsplan bedoeld in artikel 921, vooraf erkend door het "AWIPH".



## 3.4 in de rekening 63

- het deel van de afschrijvingslasten uitsluitend aangerekend op de productieactiviteiten van het centrum;
- de afschrijvingslasten voortvloeiend uit percentages die hoger zijn dan onderstaande percentages :
  - 20 % voor vestigingskosten;
  - 33 % voor immateriële activa;
  - 5 % voor bouwwerken en bebouwde gronden;
  - 10 % voor inrichtingswerken en werken tot renovatie van gebouwen;
  - 20 % voor installaties, machines en gereedschap;
  - 33 % voor het informaticamateriaal;
  - 10 % voor het meubilair;
  - 20 % voor het rollend materieel;
  - één van voornoemde percentages naar gelang van het type goed dat het voorwerp is van het leasingcontract of van soortgelijke rechten;
- de waardeverminderingen van schuldvorderingen;
- de provisies voor wettelijke en extrawettelijke pensioenen;
- de provisies voor omvangrijke werkzaamheden en grote onderhoudswerken;
- de andere provisies.

## 3.5 in de rekeningen 64

- het deel der andere bedrijfslasten uitsluitend aangerekend op de productieactiviteiten van het centrum;
- de niet-afrekbare btw betreffende niet subsidieerbare lasten;
- de verschillende boetes.

## 3.6 in de rekeningen 65

- het deel van de financiële lasten uitsluitend aangerekend op de productieactiviteiten van het centrum;
- de intrestlasten betreffende de investeringskredieten die geen rechtstreeks verband hebben met de opleiding waarvoor het centrum erkend is en krachtens dit besluit gesubsidieerd wordt;
  - de lasten i.v.m. kaskredieten, behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling te wijten aan het "AWIPH" of om een dwingende reden waarmee het centrum niets te maken heeft. In dit geval moet het centrum het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van het "AWIPH" bewijzen d.m.v. een attest dat bij het "AWIPH" moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op het krediet rechtvaardigt;
  - de verwijlintresten wegens een foutief beheer van het centrum.

## 3.7 in de rekeningen 66

- het deel van de buitengewone lasten uitsluitend aangerekend op de productieactiviteiten van het centrum.

## 3.8 in de rekeningen 69

- de lasten voor aanwendingen en heffingen

## 4. Van de lasten worden afgetrokken :

- de bedrijfssubsidies van overheidswege indien zij dezelfde lasten dekken als de lasten opgenomen krachtens dit besluit;
  - de verschillende terugvorderingen van kosten eigen aan de opleidingsactiviteiten, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancyfairs of andere handelingen mbt de opvraging van private storting; Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;
  - de financiële opbrengsten uit beleggingsverrichtingen met betrekking tot de opleidingsactiviteiten, met inbegrip van de intresten bedoeld in artikel 975, § 3;
  - de in de tijd gespreide verminderingen van kapitaalsubsidies van overheidswege die hetzelfde ritme volgen als de opnemingen van afschrijvingen met betrekking tot de activa verkregen voor de verwerving of de samenstelling ervan;
  - de verschillende financiële opbrengsten met betrekking tot de opleidingsactiviteiten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals Reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, Tweede deel, Boek V, Titel IX, Hoofdstuk III, betreffende de aangepaste centra voor opleiding en socioprofessionele inschakeling.

Namen, 15 mei 2014.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX